

Rapport d'orientations budgétaires 2024



16 FÉVRIER

Communauté de communes du pays rethélois

Commission des finances du 19 février 2024

Sommaire

| | | |
|------|--|----|
| I. | Introduction..... | 4 |
| II. | Contexte international et national | 5 |
| A. | Au niveau international | 5 |
| 1. | Une croissance modérée en 2023 sur l'ensemble de la planète..... | 5 |
| 2. | La désinflation se poursuit en zone euro..... | 6 |
| B. | Au niveau national..... | 6 |
| 1. | L'activité resterait ralentie en 2024..... | 6 |
| 2. | Le repli de l'inflation se confirme en 2024..... | 7 |
| 3. | Un déficit public et une dette encore au-delà des critères de Maastricht..... | 9 |
| III. | Loi de finances pour 2024 et loi de programmation des finances publiques 2023-2027 | 11 |
| A. | La loi de programmation des finances publiques (LPFP) | 11 |
| 1. | Une volonté affichée de réduire le déficit public..... | 11 |
| 2. | Le cadre financier 2023-2027 pour les collectivités | 11 |
| B. | La loi de finances initiale pour 2024 | 12 |
| 1. | Quelques éléments de contexte..... | 12 |
| 2. | Les mesures relatives aux dotations..... | 12 |
| 3. | Les mesures relatives à la fiscalité..... | 13 |
| 4. | Autres mesures..... | 14 |
| IV. | Situations et orientations budgétaires de la Communauté..... | 16 |
| A. | Recettes de fonctionnement..... | 16 |
| 1. | La fiscalité au sens large..... | 16 |
| 2. | Concours de l'État..... | 18 |
| 3. | Autres recettes | 23 |
| B. | Dépenses de fonctionnement | 25 |
| 1. | Dépenses de personnel..... | 25 |

| | | |
|------|--|----|
| 2. | Subventions | 26 |
| 3. | Autres dépenses de fonctionnement | 28 |
| C. | Section d'investissement | 31 |
| 1. | Dette | 31 |
| 2. | Dépenses d'investissement et mode de financement | 33 |
| V. | Programmation des investissements..... | 35 |
| A. | Projets récurrents | 35 |
| B. | Projets en cours | 35 |
| C. | Projet en phase d'études | 38 |
| VI. | Analyse financière 2019-2023 | 40 |
| A. | Les principaux ratios analysés..... | 40 |
| B. | Les ratios de la Communauté sur la période | 41 |
| VII. | Balance du budget général et des budgets annexes | 44 |
| A. | Budget général | 44 |
| B. | Budget « GALEA » | 45 |
| C. | Budget « eau »..... | 47 |
| D. | Budget « SPANC » | 49 |
| E. | Budget « ordures ménagères » | 50 |
| F. | Budget « MARPA » | 52 |
| G. | Budget « ZA de l'Est » | 54 |
| H. | Budget « à vendre – à louer » | 55 |

I. Introduction

L'action des collectivités locales est principalement conditionnée par le vote de leur budget annuel. Leur cycle budgétaire est rythmé par la prise de nombreuses décisions. Le débat d'orientations budgétaires (DOB) constitue la première étape de ce cycle.

Imposée aux départements depuis 1982, la loi du 6 février 1992 a étendu aux communes de 3 500 habitants et plus, ainsi qu'aux régions, l'obligation d'organiser un débat sur les orientations générales du budget dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci par l'assemblée. Ainsi, une délibération sur le budget non précédé de ce débat serait entachée d'illégalité et pourrait entraîner l'annulation de ce budget.

Le DOB a pour but de renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité. Il améliore l'information transmise à l'assemblée délibérante. Il donne également aux élus la possibilité de s'exprimer sur la situation financière de leur collectivité.

Le débat d'orientation budgétaire fait l'objet d'un vote sur la base du rapport présenté.

Le rapport est transmis par le Président de la Communauté de communes du Pays rethélois aux communes membres dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante (Art L.2312-1 et L.5211-36 du CGCT). Il est mis à la disposition du public sur le site internet de la Communauté de communes et au siège social de la collectivité, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Le contenu du rapport précisé par la loi Notre du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République comprend les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, la présentation des engagements pluriannuels, des informations sur la structure et la gestion de la dette ainsi que l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

II. Contexte international et national

A. Au niveau international

1. Une croissance modérée en 2023 sur l'ensemble de la planète

Au niveau mondial, l'année 2023 a été marquée par des niveaux d'inflation encore élevés, conduisant la plupart des banques centrales à poursuivre leur resserrement monétaire. Les taux terminaux semblent toutefois avoir été atteints. En effet, couplés au net ralentissement de l'inflation engagé depuis le T4 2022, les discours des banquiers centraux ont donné des signaux forts de pause ou de fin de cycle de resserrement monétaire pour une période prolongée. Même si la baisse de taux a été amorcée dans certains pays émergents, nous n'envisageons pour l'instant pas un tel scénario dans les économies développées avant 2024. L'impact des cycles de resserrement monétaire a continué de peser sur les indicateurs économiques, confirmant le ralentissement de la croissance au niveau mondial. En zone euro, le PIB est entré en zone de contraction au T3 à -0,1% T/T, après +0,3% au T2 et +0,1% au T1.

Après 10 hausses successives, la BCE a marqué une pause dans son cycle de resserrement monétaire le 26 octobre. L'inflation (IPCH) en zone euro poursuit sa baisse, à 2,9% en décembre dernier, après un pic de 10,6% atteint en octobre 2022. Au Royaume-Uni, après un pic à 11,1% en octobre 2022, l'inflation (IPC) reflue plus vite qu'anticipé, à 3,9% en novembre, en lien avec la réduction de l'inflation énergétique.

L'activité s'est montrée atone avec une baisse du PIB de 0,1% au T3, après +0,2% T/T au T2 et +0,3% au T1. Aux États-Unis, où la Réserve fédérale n'a plus augmenté le taux des fonds fédéraux depuis juillet, l'inflation (PCE) a continué de reculer, atteignant 3,4% en décembre, contre 6,3% en janvier, ne donnant aucune raison à la FED d'agir davantage. La résilience de l'activité américaine depuis début 2023 a surpris, avec notamment une première estimation de PIB à +4,9% au T3 en rythme annualisé, en grande partie tiré par la consommation des ménages. Cette robustesse n'apparaît toutefois que temporaire. En Chine, suite à la sortie de la stratégie stricte du « zéro covid » fin 2022, l'amplitude du rebond a déçu lors du premier semestre 2023. Toutefois, l'activité a surpris à la hausse au T3 à +4,9%. Deux facteurs d'inquiétude subsistent : une situation du marché immobilier préoccupante qui a incité les autorités à de nouvelles mesures de soutien et une inflation (IPC) qui oscille autour de 0%, indiquant une demande stagnante.

2. La désinflation se poursuit en zone euro

Après un fort ralentissement de la croissance du PIB au deuxième semestre de 2022, conduisant sa progression annuelle à +3,4%, la croissance en zone euro est restée faible au premier semestre de 2023 sur fond d'inflation persistante et de resserrement des contraintes financières. Au T1 et au T2, elle était stable à +0,1% T/T en raison de la stagnation de la consommation privée (+0% aux deux trimestres) et de la faiblesse de l'investissement (+0,3% au deux trimestres). Inertes au T1 (+0%), les exportations se sont contractées au T2 (-0,7%) et ont été en partie contrebalancées par une contribution positive des variations de stocks (+0,4 point). Au deuxième semestre, la croissance économique restera atone face à un climat des affaires qui se stabilise à un faible niveau, et au moral des consommateurs qui continue de se dégrader. L'estimation du PIB du T3, à -0,1% T/T le confirme et le T4 s'annonce à peine positif. La croissance devrait ainsi s'établir à +0,5% sur l'ensemble de 2023 avant d'accélérer à +1% en 2024.

Le cycle de désinflation amorcé depuis le début de l'année 2023 a tiré l'inflation globale (HICP) à 8% au T1-2023 puis à 6,2% au T2 après s'être établie à 8,4% sur l'ensemble de l'année 2022. La modération de l'inflation devrait se poursuivre au deuxième semestre de 2023 pour atteindre +5% au T3, +2,7% au T4 et 5,5% sur l'ensemble de l'année.

Cette évolution constitue un risque haussier au scénario de croissance de la zone euro car elle confirme les perspectives d'une fin de cycle de resserrement monétaire. En ce sens, les analystes prévoient une première coupe des taux directeurs par la Banque Centrale Européenne en juin prochain, qui devrait relâcher les contraintes sur les investissements couplés à un regain de dynamisme de la consommation des ménages grâce au ralentissement de l'inflation. Parallèlement, le taux d'épargne des ménages reste élevé et supérieur à son niveau pré pandémie, moteur potentiel d'une reprise retardée de la consommation lorsqu'il se stabilisera ou recommencera à baisser.

B. Au niveau national

1. L'activité resterait ralentie en 2024

Après un fort ralentissement de l'activité économique en 2022 (+2,6 % après +6,8 % en 2021), la croissance économique s'est montrée plus forte qu'attendu au premier semestre de 2023, sur fonds de dynamisme du commerce extérieur.

Après avoir stagné au premier trimestre (+0% T/T), la croissance économique a retrouvé des couleurs au T2 atteignant +0,5% T/T, malgré l'inflation persistante (IPCH à 6,1% T/T au T2 après 7% au T1), notamment grâce à la bonne

performance des exportations (+2,7% T/T après -1,7%) (livraison du paquebot géant Euribia au croisiériste MSC fin mai). La croissance a été légèrement négative T3 2023, à -0,1% T/T et des évolutions opposées à celles du T2 en termes de contribution à la croissance.

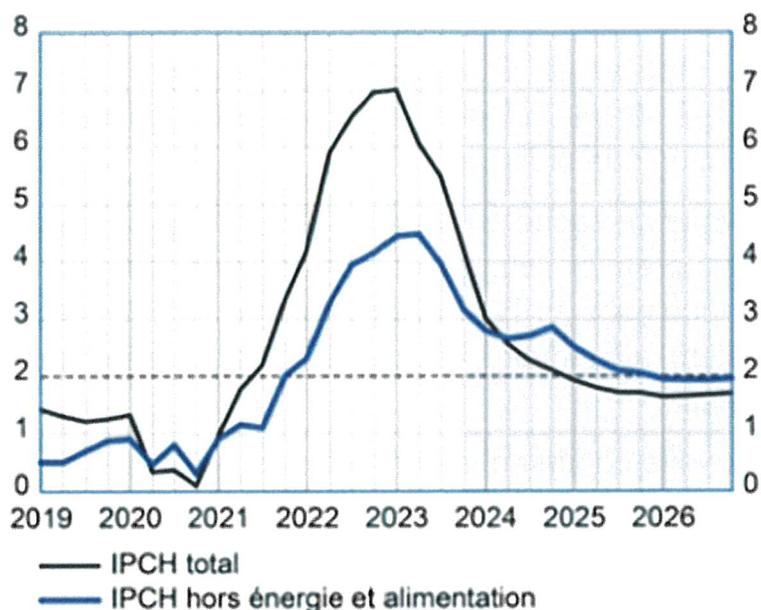
Cette faible performance cache en effet des évolutions favorables de la demande intérieure, avec en premier lieu, le rebond de la consommation des ménages. Après une croissance nulle au T2, elle a augmenté de 0,7% sous l'effet du rebond de la consommation alimentaire qui repart à la hausse après huit trimestres consécutifs de baisse.

L'autre bonne nouvelle concerne la bonne tenue des dépenses d'investissement des entreprises, en hausse de 0,5% au T3, après +1,2% au T2. L'investissement des ménages a quant à lui poursuivi son repli (-1,1%) après déjà 4 trimestres consécutifs de baisse. Ainsi, la demande intérieure finale hors stock contribue légèrement à la croissance du PIB (+0,3 point après +0,7 au T2).

A l'inverse, le commerce extérieur contribue négativement à la croissance ce trimestre du fait du repli des exportations (-1,4% après +2,4% T/T) et d'une moindre baisse des importations. Ces résultats confortent le scénario d'une croissance légèrement sous 1% en moyenne cette année.

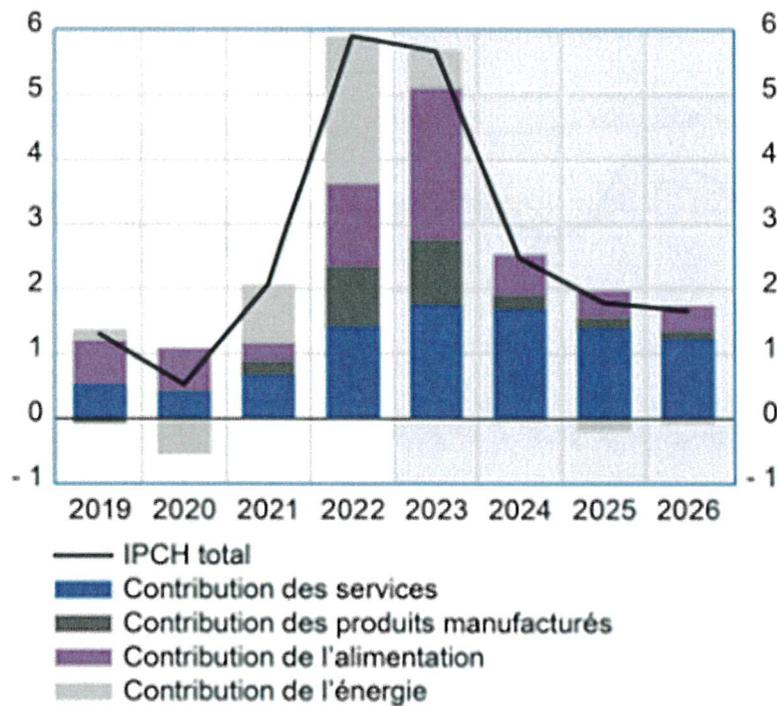
2. Le repli de l'inflation se confirme en 2024

L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), a fortement baissé au cours de l'année 2023, passant de 7,3 % en glissement annuel au mois de février à 3,9 % en novembre. Cette baisse est portée notamment par le recul de l'inflation de l'alimentation et des produits manufacturés. Les prix de l'énergie augmentent eux aussi moins vite, même s'ils connaissent encore des soubresauts liés à la hausse des tarifs réglementés de vente de l'électricité en août 2023 et aux tensions géopolitiques. De son côté, la hausse sur un an des prix des services s'est maintenue autour de 4,0 % depuis février, traduisant en particulier la diffusion progressive des revalorisations du Smic et des salaires négociés au niveau des branches d'activité, avant de connaître un repli, en partie saisonnier, à 3,2 % en novembre. Sur l'ensemble de l'année 2023, l'inflation totale s'établirait à 5,7 % en moyenne annuelle, et l'inflation hors énergie et alimentation à 4,0 %. Le glissement annuel de l'indice IPCH total s'élèverait à 4,2 % au quatrième trimestre 2023, et à 3,2 % pour l'indice IPCH hors énergie et alimentation (contre respectivement 7,0 % et 4,2 % un an plus tôt – cf. graphique ci-après).



(Source : Projections macroéconomiques pour la France établies par la Banque de France – décembre 2023)

En 2024, l'inflation totale reculerait à 2,5 % et l'inflation hors énergie et alimentation diminuerait plus lentement, à 2,8 %. La modération des hausses de prix de l'alimentation se poursuivrait (cf. graphique ci-après), en lien avec le fort ralentissement des prix de production agroalimentaires observé depuis plusieurs mois, sous l'hypothèse que les révisions de prix discutées dans le cadre des prochaines négociations commerciales s'achevant fin janvier 2024 restent contenues. S'agissant de l'énergie, malgré les tensions géopolitiques au Proche-Orient, qui ont accru la volatilité du prix du baril, les prix à terme sur les marchés mondiaux du pétrole, du gaz et de l'électricité impliquent une décade. De son côté, l'inflation hors énergie et alimentation serait essentiellement tirée par la composante des services, sous l'effet des hausses retardées des salaires, les augmentations des prix des produits manufacturés s'amenuisant nettement dans le sillage des prix de production, qui ralentissent depuis le début de l'année.

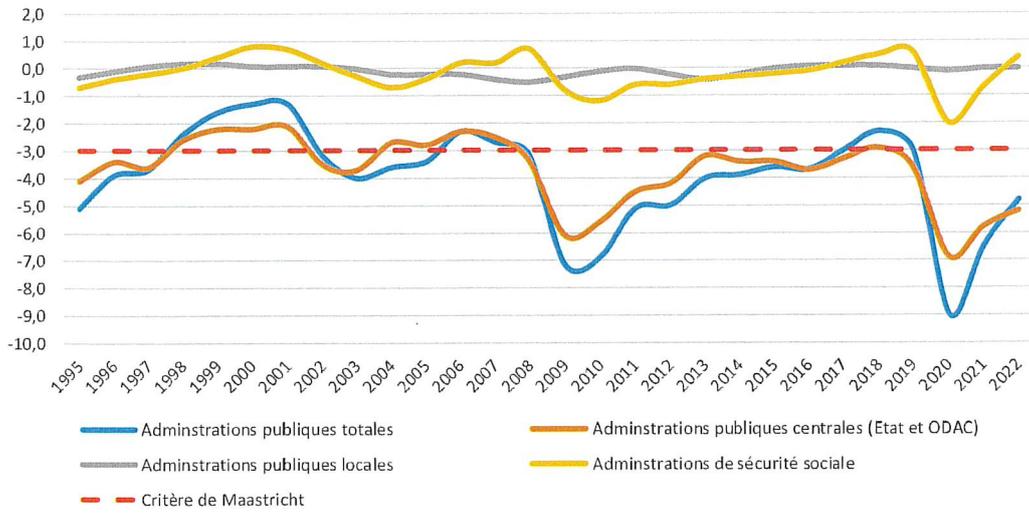


(Source : Projections macroéconomiques pour la France établies par la Banque de France – décembre 2023)

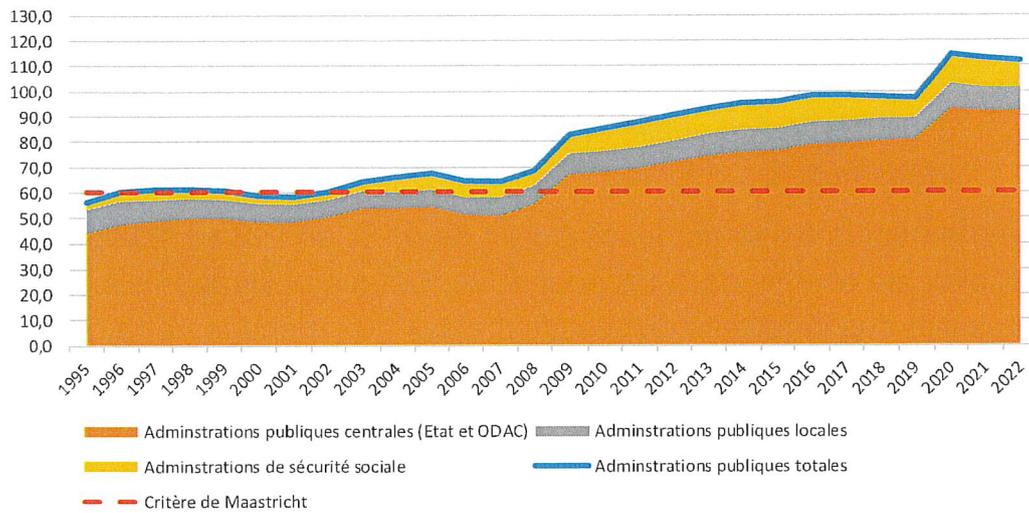
3. Un déficit public et une dette encore au-delà des critères de Maastricht

Le gouvernement anticipe un déficit public de 4,9% du PIB en 2023 (après 4,8% en 2022) avec un objectif de 4,4% pour 2024. Cette amélioration s'explique par la fin progressive des différents dispositifs d'aides aux ménages et aux entreprises pour faire face à l'inflation.

Déficit des administrations publiques (en % du PIB)



Dettes des administrations publiques (en % du PIB)



III. Loi de finances pour 2024 et loi de programmation des finances publiques 2023-2027

A. La loi de programmation des finances publiques (LPFP)

1. Une volonté affichée de réduire le déficit public

La loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2023 à 2027 ambitionne de réduire le déficit public, maîtriser la dépense publique et les prélèvements obligatoires, tout en finançant plusieurs priorités (soutenir la compétitivité des entreprises, tendre vers le plein emploi, assurer les transitions écologique et numérique...).

Pour parvenir à l'objectif de déficit public de 2,7% en 2027 (4,9% en 2023), la LPFP table sur une montée en puissance de la croissance à compter de 2024 (1,4% en 2024, 1,7% en 2025 et 2026 puis 1,8% en 2027).

| <i>Ensemble des administrations publiques (en point de PIB)</i> | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Solde structurel | -4,2% | -4,1% | -3,7% | -3,3% | -2,9% | -2,7% |
| Solde conjoncturel | -0,5% | -0,7% | -0,6% | -0,4% | -0,2% | 0,0% |
| Solde des mesures ponctuelles et temporaires | -0,1% | -0,1% | -0,1% | -0,1% | 0,0% | 0,0% |
| Solde effectif | -4,8% | -4,9% | -4,4% | -3,8% | -3,1% | -2,7% |

Saisi pour avis, le Haut Conseil des finances publiques (HCFP) a estimé que les prévisions de croissance paraissent optimistes tout en pointant le fait que ces dernières sont supérieures à celles du consensus des économistes (+0,8% pour 2024).

2. Le cadre financier 2023-2027 pour les collectivités

Cette loi de programmation prévoit d'une part la trajectoire des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales qui atteindront plus de 56 M€ en 2027 (contre près de 55 M€ en 2023) et d'autre part, d'associer les administrations publiques locales à l'effort national de réduction du déficit public avec un objectif d'évolution

des dépenses réelles de fonctionnement de 4,8% en 2023 à 1,3% en 2026 et 2027 (hors dépenses non pilotables comme le RSA).

Ainsi, à l'occasion des DOB, chaque collectivité présentera son objectif concernant l'évolution de ses dépenses réelles de fonctionnement pour le budget principal et chacun des budgets annexes.

B. La loi de finances initiale pour 2024

1. Quelques éléments de contexte

Le projet de loi de finances présenté par le gouvernement a été construit dans une logique de maîtrise des finances publiques en lien avec la loi de programmation des finances publiques 2023-2027.

Ce dernier affichait donc un objectif d'économies de l'ordre de 16 Md€ :

- 10 Md € issus de la fin des dispositifs de soutien face à la hausse du coût de l'énergie ;
- 5.5 Md€ liés à la réduction des aides aux entreprises accordées dans le cadre des politiques de l'emploi ;
- Etc.

2. Les mesures relatives aux dotations

Si le gouvernement refuse toujours d'indexer la dotation globale de fonctionnement sur l'inflation, il a tout de même accepté une hausse non négligeable de 320 M€ :

- +140 M€ pour la dotation de solidarité urbaine (DSU – 1 commune concernée sur le territoire) ;
- +150 M€ pour la dotation de solidarité rurale (DSR – perçue par l'ensemble des communes du territoire sauf une) ;
- +30 M€ pour la dotation d'intercommunalité.

La **DETR** (dotation d'équipement des territoires ruraux) et la **DSIL** (dotation de soutien à l'investissement) qui s'élèvent à 1,6 Md€ sont fléchées principalement sur la transition écologique.

Le **fonds vert** est porté à 2,5 Md€ (contre 2 Md€ en 2023) dont 1,1 Md€ de versements envisagés sur 2024, financés en partie sur des crédits existants. À partir de cette année, l'État généralise la dématérialisation des dossiers de demandes de dotation (DETR, DSIL et Fonds vert) et les préfetures devront utiliser un formulaire commun à la DETR et à la DSIL.

La loi de finances pour 2024 diminue de 47 M€ les variables d'ajustement et contrairement aux années précédentes, le bloc communal sera également concerné (FDPTP, DCTRP, dotation de compensation pour les EPCI).

Une augmentation du FCTVA en partie due à l'élargissement de l'assiette. En effet, les dépenses d'aménagement des terrains vont redevenir éligibles du fait de la volonté du gouvernement « de soutenir notamment les opérations d'aménagement de terrains sportifs, à moins d'un an des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, ou les opérations d'aménagement d'espaces verts et naturels ».

3. Les mesures relatives à la fiscalité

a) Logements sociaux et performance énergétique des logements

Afin d'inciter à la rénovation lourde des logements sociaux, la LFI exonère de taxe foncière sur les propriétés bâties les logements sociaux ayant fait l'objet d'une importante rénovation au même titre que les programmes neufs de logements sociaux. Cette exonération sera compensée par l'État, en se basant sur le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties appliqué en 2023.

S'agissant de l'amélioration de la performance énergétique des logements, la LFI offre aux collectivités la possibilité d'instituer des exonérations de TFPB, comprises entre 50 % et 100 % de la part qui leur revient. Sont éligibles :

- Les logements de plus de 10 ans du fait de travaux de rénovation (supérieurs à 10 000 € sur un an ou 15 000 € sur 3 ans). Cette exonération s'applique pendant 3 ans.
- Les logements neufs dont le niveau de performance énergétique est supérieur à celui imposé par la législation. Cette exonération s'applique pendant 5 ans.

Ces exonérations s'appliquent à compter de l'année 2025, si une délibération est prise par la commune ou l'EPCI à fiscalité propre avant le 28 février 2025.

b) Assouplissement de la règle de lien entre les taux

Pour rappel, dans le cas général, les communes et EPCI peuvent :

- Soit faire varier leur taux dans une même proportion ;
- Soit faire varier librement les taux entre eux suivant la règle suivante :
 - o Le taux de CFE et le taux de taxe d'habitation ne peuvent augmenter plus que l'augmentation du taux de taxe foncière ou, si elle est moins

élevée, que l'augmentation du taux moyen pondéré des taxes foncières (bâtie et non bâtie) ;

- **OU** doivent être diminués dans une proportion au moins égale à la diminution du taux de taxe foncière ou, si elle est plus importante, à celle du taux moyen pondéré des taxes foncières (bâtie et non bâtie).

La loi de finances pour 2024 assouplit les règles de lien entre les taux pour la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS). Pour les EPCI, ce lien est supprimé si le taux de THRS est inférieur à un plafond de 75 % du taux moyen national constaté dans les EPCI de sa catégorie l'année précédente et si la hausse est limitée à 5 %.

c) **Modification des modalités de versement de TVA**

Depuis la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, les EPCI à fiscalité propre perçoivent une fraction de TVA nationale. S'y ajoute une fraction supplémentaire dans le cadre de la suppression de la CVAE en 2023.

Actuellement, la TVA prise en compte est la TVA prévisionnelle de l'année notifiée par courrier, puis des ajustements ont lieu en cours d'année en fonction de la TVA réellement collectée, ce qui a entraîné des régularisations négatives plus ou moins importantes sur les deux dernières années pour certaines collectivités. Ainsi, à compter de janvier 2026, le calcul du versement du douzième sera basé sur le produit net de TVA encaissé le mois précédent, la régularisation se faisant au fur et à mesure le mois suivant.

4. Autres mesures

L'amortisseur électricité, mis en place en 2023, est reconduit pour 2024 pour les contrats signés avant le 30 juin 2023 et encore en vigueur en 2024. Cependant, ce dernier évolue par rapport au précédent dispositif :

- Une couverture de la facture de 75% contre 50% en 2023 ;
- Un montant unitaire d'amortisseur qui ne sera plus plafonné au-delà d'un prix de l'électricité de 500 €/MWh ;
- Un seuil de déclenchement de la part énergie de la facture relevée à 250 €/MWh contre 180 €/MWh en 2023.

Il en est de même pour le **bouclier tarifaire**.

Une mesure importante impactant à court terme la Communauté de communes concerne l'obligation des « **Budgets Verts** » dans les collectivités de plus de 3 500 habitants avec la création d'un état intitulé « impact du budget pour la

transition écologique » à annexer dès le compte administratif pour l'année 2024. Cette nouvelle annexe concernera les dépenses d'investissement qui, au sein du budget, contribuent négativement ou positivement à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France. Les modalités d'application de ce dispositif seront précisées par décret. Pour ces mêmes collectivités, il est désormais possible « d'identifier et d'isoler » la part de l'endettement consacrée à financer des investissements concourant à des objectifs environnementaux, ce que l'on appelle couramment la "**dette verte**".

Enfin, la loi de finances pour 2024 prévoit la généralisation progressive, d'ici 2027, à l'ensemble du secteur public local du **compte financier unique** (CFU). Pour rappel, en se substituant au compte administratif de l'ordonnateur et au compte de gestion du comptable public, le CFU permet de regrouper en un document unique l'exécution budgétaire et comptable d'une collectivité sur un exercice.

IV. Situations et orientations budgétaires de la Communauté

Les données financières et fiscales de la Communauté proviennent :

- Des comptes administratifs ;
- Des différents états fiscaux communiqués par les services de l'État ;
- Des données publiques mises en ligne par l'État chaque année.

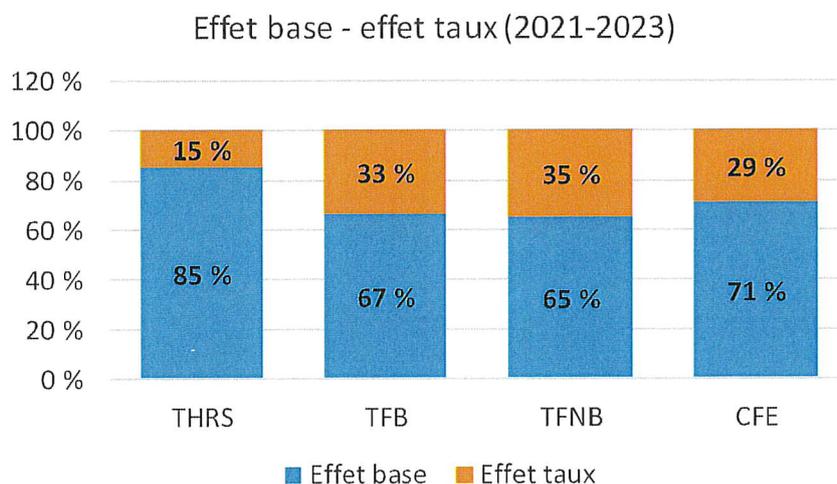
Les données du CA 2023 de la Communauté sont provisoires en l'attente du rapprochement des données avec celles issues du compte de gestion.

A. Recettes de fonctionnement

1. La fiscalité au sens large

a) Les produits fiscaux perçus par la Communauté

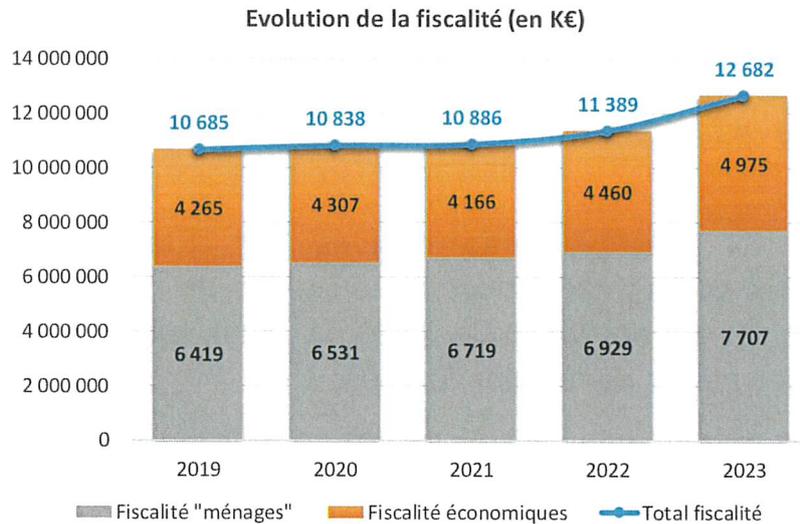
Sur la période 2019-2023, la fiscalité « ménages » et la fiscalité économique ont progressé respectivement de +20% (+1,3 M€) et +17% (+0,7 M€).



Sur la période 2021-2023 (années précédentes non pertinentes du fait de la disparition progressive de la THRP), les hausses de taux votés en 2023 expliquent pour près d'un tiers la hausse du produit fiscal levé sur ces 4 taxes (soit +0,2 M€).

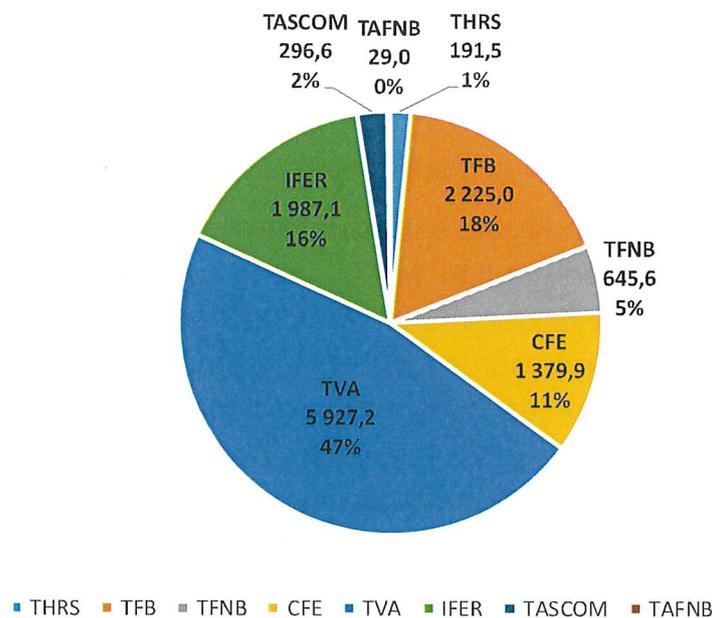
La répartition des produits fiscaux entre fiscalité « ménages » et fiscalité économique sur la période 2019-2023 est présentée dans le graphique ci-après.

La fiscalité économique représente en moyenne 39% des produits fiscaux totaux perçus par la Communauté entre 2019 et 2023.



Le panier des produits fiscaux perçus par la Communauté en 2023 est le suivant :

Ventilation du produit fiscal 2023



Suite à la suppression de la CVAE, la TVA représente la première recette fiscale de la Communauté (47%).

**Il est proposé de reconduire les taux 2023 pour le budget 2024.
La revalorisation forfaitaire des bases d'impositions est de 3,9% pour 2024 (après 7,1% en 2023).**

b) Les compensations d'allégement de fiscalité locale

Les décisions de l'État de réduire les impôts locaux (taxe d'habitation, taxe foncière...) de certains contribuables sont principalement prises selon 2 mécanismes : les dégrèvements et les exonérations. La différence entre ces 2 mécanismes se trouve surtout dans la manière dont l'État procède au remboursement des pertes de recettes occasionnées pour les collectivités locales.

Dans le cas des **dégrèvements** décidés par l'État, celui-ci **rembourse entièrement aux collectivités locales les pertes de recettes fiscales** tandis que dans le cas des **exonérations** décidées par l'État, celui-ci ne **rembourse que partiellement** les pertes de recettes fiscales.

À noter, que les allégements décidés par les collectivités ne font l'objet d'aucune compensation au titre des pertes de recettes fiscales.

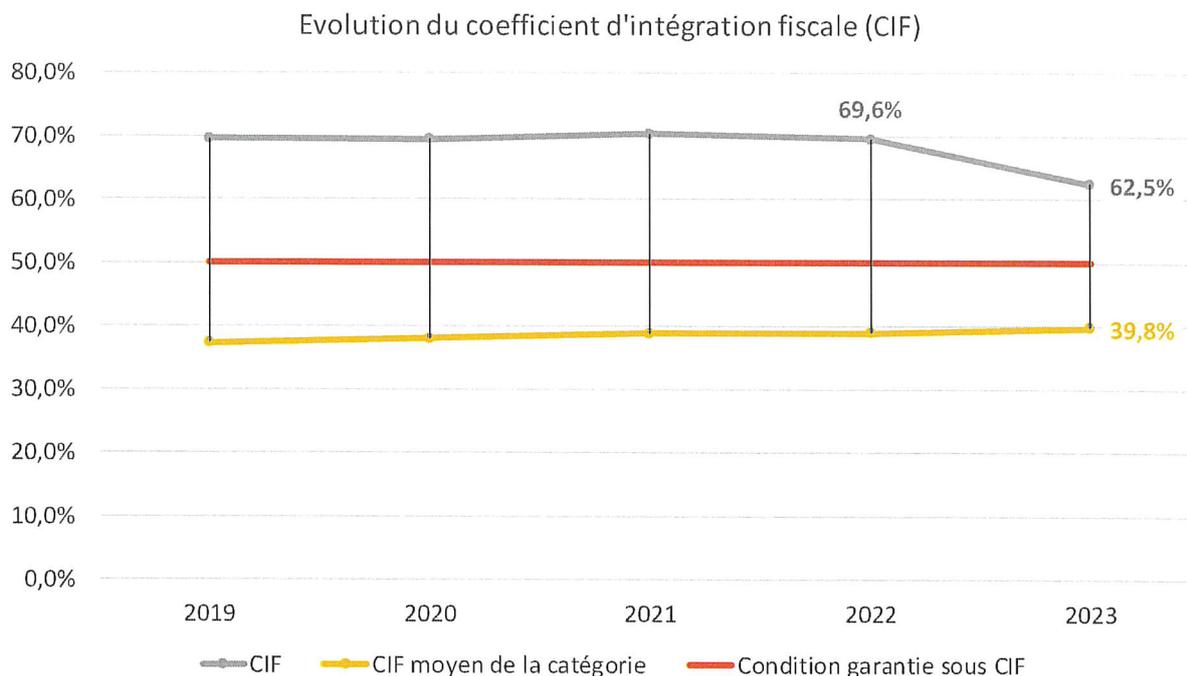
Ces compensations représentent un produit de 0,8 M€ en 2023 et concernent essentiellement les compensations versées au titre de la réforme des valeurs locatives des établissements industriels mise en œuvre en 2021 (0,2 M€ au titre de la taxe foncière et 0,5 M€ au titre de la CFE).

2. Concours de l'État

a) La dotation d'intercommunalité

(1) Le coefficient d'intégration fiscale

Le coefficient d'intégration fiscale est actuellement une variable clé de l'attribution des mécanismes de péréquation (calcul de la dotation d'intercommunalité et répartition du FPIC entre la Communauté et ses communes membres). Constitué du rapport entre les ressources fiscales perçues par la communauté de communes et les ressources fiscales de l'ensemble des communes et de la Communauté, il présente en 2023 une valeur de 62,5% (après 69.6% en 2022 du fait de la prise en compte de la démutualisation avec un décalage de 2 années). Il est très largement supérieur au coefficient moyen des EPCI à fiscalité professionnelle unique qui ressort à 39.8%. Par ailleurs supérieur au CIF minimum nécessaire pour actionner le dispositif de garantie (garantie sous condition de CIF fixée à 50%), permettant de justifier les ambitions suivies par la Communauté de communes au titre du schéma de mutualisation. Cependant, depuis la réforme de la dotation d'intercommunalité, le CIF pris en compte pour calculer la dotation de la Communauté est plafonné à 60%.



Malgré l'augmentation du seuil d'éligibilité à la garantie « CIF » de la DGF intercommunale à 0,5 (figuré par un trait rouge sur le graphique ci-dessus), la Communauté de communes du Pays rethélois a su se mettre à l'abri d'un risque de sortie de cette garantie en portant un projet ambitieux de mutualisation de services, et en exerçant un nombre important de compétences.

(2) Évolution de la DGF

La dotation d'intercommunalité s'établit en 2023 à hauteur de 1 078 858 €. La Loi de Finances initiale pour 2019 a supprimé la bonification de la dotation d'intercommunalité ainsi que la contribution au redressement des finances publiques, désormais prélevée sur l'enveloppe globale avant répartition entre les EPCI de la dotation d'intercommunalité. La dotation de compensation (ex part-salaires de la TP) diminue sur la période étant donné que cette dernière est une variable d'ajustement mais le montant transféré par les communes au moment du changement de régime fiscal est maintenu dans leur attribution de compensation.

Le CIF de la Communauté de communes s'établissant à 62,5%. Supérieur à 50% (seuil d'éligibilité à la garantie DGF), il permet à la Communauté de voir sa dotation d'intercommunalité par habitant maintenue au niveau de celle perçue l'année précédente (34,7 € par habitant).

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Evol. Annuelle moyenne |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------------------|
| Dotation de base | 274 560 | 283 955 | 277 782 | 273 368 | 268 255 | -0,6% |
| Dotation de péréquation | 617 615 | 651 415 | 632 922 | 580 504 | 558 985 | -2,5% |
| Bonification | | | | | | |
| Garantie | 189 775 | 144 252 | 166 939 | 221 791 | 251 618 | 7,3% |
| Total dotation d'intercommunalité brute | 1 081 950 | 1 079 623 | 1 077 643 | 1 075 663 | 1 078 858 | -0,1% |
| Dotation d'intercommunalité notifiée | 1 081 950 | 1 079 623 | 1 077 643 | 1 075 663 | 1 078 858 | -0,1% |
| Compensation part salaires | 657 777 | 645 751 | 633 033 | 619 147 | 615 552 | -1,6% |
| TOTAL DGF | 1 739 727 | 1 725 374 | 1 710 676 | 1 694 810 | 1 694 410 | -0,7% |

Au regard de l'évolution des différents acteurs de la Communauté ainsi qu'au niveau national, l'objectif de maintenir un CIF au-delà de 50% (avec une marge de sécurité) apparaît nécessaire afin d'éviter une perte de ressources non négligeable sur le budget général en vue de la mise en œuvre du projet de territoire (-252 K€ à terme si la Communauté ne bénéficie plus des mécanismes de garantie).

Le CIF intégrant les politiques fiscales communales, toute évolution de celles-ci pourraient avoir une incidence sur la dotation d'intercommunalité perçue par la Communauté.

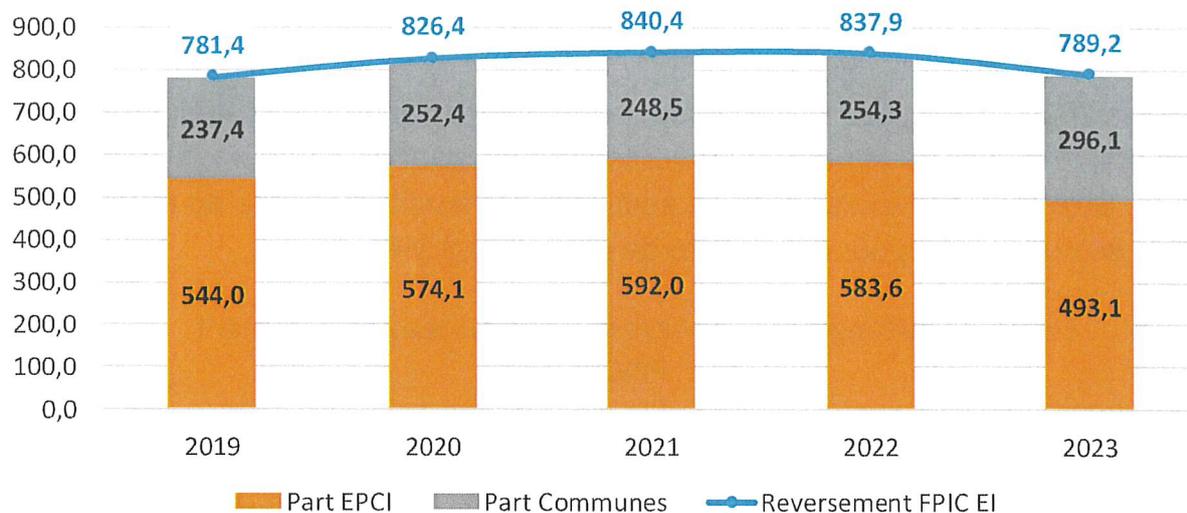
La CC bénéficiant de la garantie sous condition de CIF, le budget 2024 ne prévoit pas d'évolution notable du montant perçu par rapport à 2023.

b) Le FPIC

L'ensemble intercommunal (EI) constituant le Pays rethélois (Communauté et communes membres) est bénéficiaire au titre du FPIC depuis 2014 (pas de prélèvement contrairement à d'autres territoires). Le territoire a perçu 789 225 € en 2023, en baisse par rapport à 2022 mais en hausse depuis 2019.

Le FPIC est versé respectivement à hauteur de 296 147 € aux communes et 493 078 € pour la Communauté de communes du Pays Rethélois. Le graphique ci-après reprend l'évolution du FPIC avec la répartition Communes / Communauté de communes.

Evolution du FPIC (en K€)

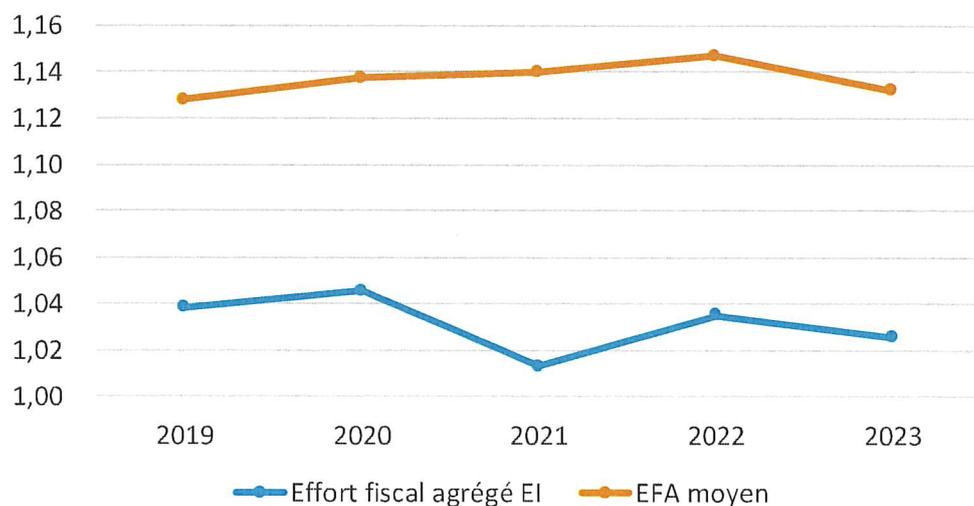


Le reversement du FPIC concerne 60% des EI (soit 745) de métropole classés selon un indice synthétique composé à :

- 60% du revenu par habitant ;
- 20% du potentiel financier agrégé (PFIA) ;
- 20% de l'effort fiscal agrégé (EFA).

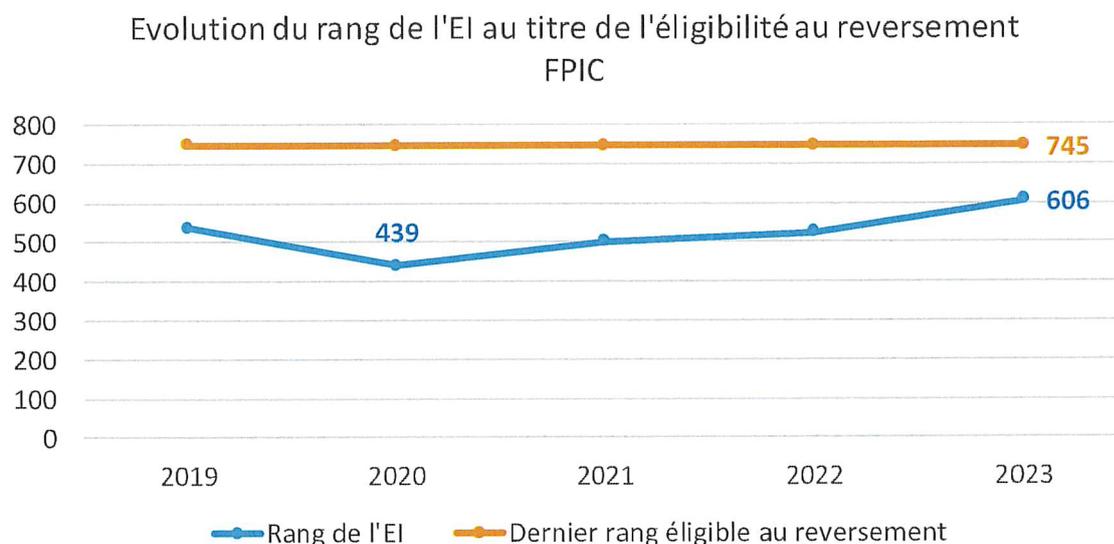
Si la condition d'éligibilité (avoir un EFA supérieur à 1) a été supprimé par la loi de finances initiale pour 2023, cet indicateur a diminué de 0,3% par an en moyenne entre 2019 et 2023 alors que dans le même temps, l'EFA moyen a progressé de 0,1% par an en moyenne.

Evolution de l'effort fiscal agrégé



La hausse des taux votés en 2023 par le conseil communautaire devrait permettre d'améliorer cet indicateur, les effets sur l'enveloppe dédiée au territoire dépendra en partie des politiques de taux menées en 2023 par les autres collectivités au niveau national.

Depuis 2020, le rang de l'EI n'a cessé de se rapprocher du seuil d'inéligibilité (rang 745 stable depuis cette date) au reversement passant de 439 à en 2019 à 606 en 2023. Si le rang de l'EI dépasse ce seuil, elle deviendra inéligible au reversement FPIC soit une perte pour le territoire de près de 0,8 M€.



À noter qu'un ensemble intercommunal peut être contributeur et bénéficiaire au titre du FPIC. Depuis la mise en place de fonds, le territoire bénéficie uniquement d'un reversement.

Les hausses de taux votés en 2023 devrait permettre une amélioration des indicateurs de la Communauté (à valider à réception des notifications), il est donc proposé de maintenir le montant perçu en 2023.

La tendance retenue pour les années à venir est une stagnation de l'enveloppe perçue par le territoire et une répartition entre la Communauté et les communes membres en fonction de l'évolution du CIF (répartition de droit commun prévu par le CGCT).

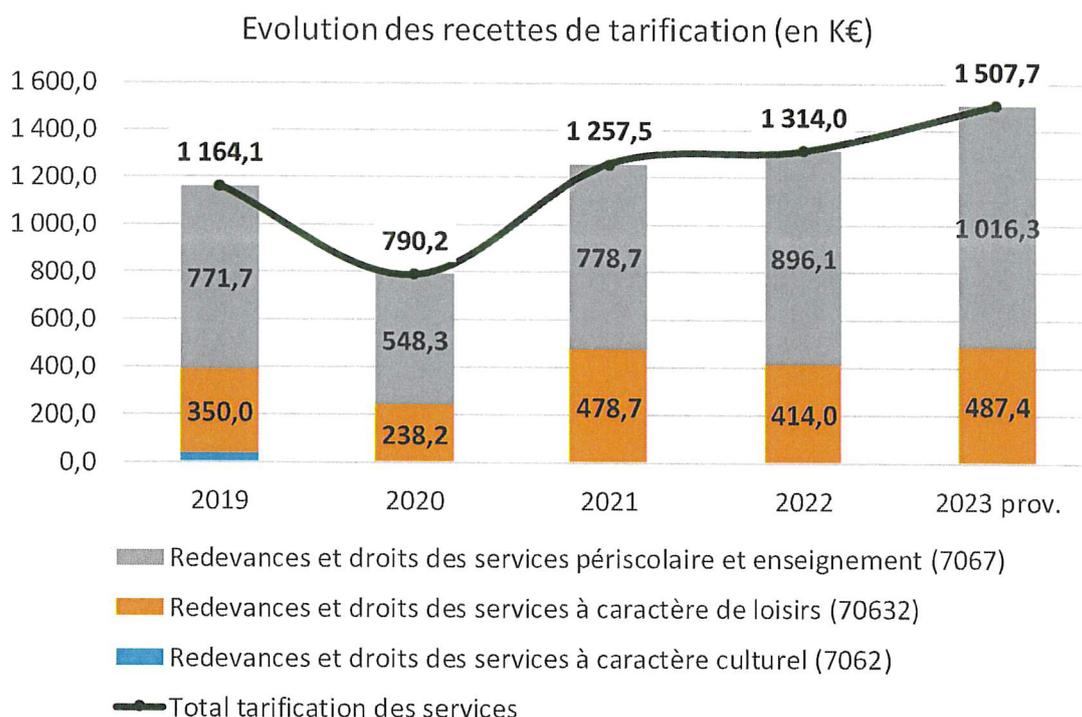
3. Autres recettes

a) Les recettes issues de la tarification des services

Les services publics tarifés sont variés et dépendent des collectivités locales et il revient au conseil communautaire d'en fixer les tarifs. Cependant, ce tarif ne saurait être supérieur au coût de revient du service étant donné qu'un service public n'a pas vocation à dégager des bénéfices.

Cette recette représente un montant de 1,5 M€ en 2023 et concerne essentiellement :

- Les redevances et droits perçus pour les services à caractère de loisirs (0,5 M€ en 2023) ;
- Les redevances et droits perçus au titre des services périscolaire et d'enseignement (1,0 M€ en 2023).



Le budget 2024 ne prévoit pas de hausse des tarifs appelés après des usagers.

b) Les autres recettes perçues par la Communauté

Ces dernières représentent 0,6 M€ en 2023 (soit 3% des RRF) et concernent principalement les attributions de compensation dites négative (0,3 M€) versées

par les communes dans le cadre des transferts de compétences passés ainsi que la taxe GEMAPI (0,1 M€).

La taxe GEMAPI couvre actuellement le coût supporté par la Communauté au titre de la prévention des inondations (PI).

Si des travaux doivent être effectués sur la compétence GEMA (Gestion de l'Eau et des Milieux Aquatiques) gérée en régie par la Communauté, une hausse du produit voté pourrait être nécessaire.

B. Dépenses de fonctionnement

1. Dépenses de personnel

a) Tableau des effectifs au 31/12/2023

| <u>TYPE</u> | <u>INDICATEURS GENERAUX</u> | <u>Dont Budget Général</u> | <u>Dont Budget Eau</u> |
|------------------------------------|--|--|---|
| Postes ouverts et pourvus : | 234 postes occupés emplois permanents et non permanents de droit public 4 CDD de remplacement 10 apprentis 9 Contrats aidés 12 Vacataires | 228 emplois permanents et non permanents de droit public 4 CDD de remplacement 10 apprentis 9 Contrats aidés 12 Vacataires | 6 emplois permanents |
| Postes vacants : | 19 postes vacants au 31/12 : ⇒ Directeur Général des Services, Secrétaire Général, Assistant de direction, Assistant juridique, Directeur des Affaires Financières et Achat Public, Directeur pôle Animation territoriale, Coordonnateur Cohésion et Famille, Intervenant social en gendarmerie, Directeur de Pôle Développement territorial, adjoint au directeur Pôle Développement territorial, Chargé du schéma directeur de l'eau, Chargé d'assistance aux entreprises, Chargé de projet habitat, cadre de vie, Chargé de mission Habitat / Leader, Chargé de Projet Alimentaire Territorial, Technicien chargé du réseau eau potable, Directeur Communication, Chargé de communication, Chargé de réseaux | 18 postes vacants au 31/12 : ⇒ Directeur Général des Services, Secrétaire Général, Assistant de direction, Assistant juridique, Directeur des Affaires Financières et Achat Public, Directeur pôle Animation territoriale, Coordonnateur Cohésion et Famille, Intervenant social en gendarmerie, Directeur de Pôle Développement territorial, adjoint au directeur Pôle Développement territorial, Chargé du schéma directeur de l'eau, Chargé d'assistance aux entreprises, Chargé de projet habitat, cadre de vie, Chargé de mission Habitat / Leader, Chargé de Projet Alimentaire Territorial, Technicien chargé du réseau eau potable, Directeur Communication, Chargé de communication, Chargé de réseaux | 1 poste vacant au 31/12 : Technicien chargé du réseau eau potable |
| Statut : | 112 fonctionnaires 126 contractuels de droit public ⇒ Dont 16 CDI 19 contractuels de droit privé 12 vacataires | 109 fonctionnaires 123 contractuels de droit public ⇒ Dont 15 CDI 19 contractuels de droit privé 12 vacataires | 3 fonctionnaires 3 contractuels de droit public (dont 1 CDI) |
| Temps de travail : | 144 temps complet (dont 11 en temps partiel) 125 temps non complet (dont 8 inférieur au mi-temps) | 138 temps complet (dont 11 en temps partiel) 125 temps non complet (dont 8 inférieur au mi-temps) | 6 temps complet |

b) Prévisions 2024 en matière de masse salariale

| <u>Année impact</u> | <u>Sur Année 2023 – Masse chargée ET EAP 2024</u> | <u>IMPACT FINANCIER LIE A LA REVALORISATION</u> | <u>Dont Budget Général</u> | <u>Dont Budget Eau</u> |
|---------------------|--|---|----------------------------|------------------------|
| 2023 | Revalorisation du point d'indice ⇒ de +3.5% au 1 ^{er} juillet 2022 (passage de 4.6860 à 4.85) | + 220 587 € | + 213 692 € | + 6 895 € |
| 2023 | Revalorisation du point d'indice ⇒ de +1.5% au 1 ^{er} juillet 2023 (passage de 4.85 à 4.92) | + 49 418 € | + 47 782 € | + 1 636 € |
| EAP 2024 | EAP Sur 2024 : + 49 418€ Budget global - + 47 782 € BG et + 1 636 € BE | | | |
| 2023 | Refonte catégorie C au 1^{er} janvier 2023 et 1^{er} mai 2023 | + 66 452 € | + 66 452 € | |
| 2024 | Prime pouvoir d'achat sur année 2024 | Prochain débat en cours – CST du 21/02 | | |
| 2024 | Attribution de 5 points d'indice majoré à compter du 1er janvier 2024 | + 89 562 € | + 86 974 € | + 2 588 € |

2. Subventions

Au titre de l'année 2023, la Communauté a versé des concours financiers à diverses personnes de droit privé (0,8 M€) ou public (1,2 M€) pour un montant total de près de 2 M€.

Ces reversements d'un montant non négligeable (cf. tableaux en pages suivantes) traduisent l'effort de la Communauté pour accompagner les forces vives du territoire qu'ils s'agissent d'aides aux entreprises ou de subventions à des associations de toute nature intervenant sur le territoire.

Ces concours intègrent également les fonds de concours versés par la Communauté à d'autres collectivités pour la réalisation de certains travaux d'investissement.

| | Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire) |
|----------------------------------|--|
| Personnes de droit privé | 790 627,05 |
| <i>Associations</i> | <u>617 790,18</u> |
| <i>Entreprises</i> | <u>74 134,18</u> |
| <i>Personnes physiques</i> | <u>98 702,69</u> |
| Personnes de droit public | 1 191 900,61 |
| SYNDICAT MIXTE SCOT SUD ARDENNES | 20 133,34 |
| SYND.REGROUP.PEDAG.NOVION | 31 869,06 |
| CONSEIL DEPARTEMENTAL ARDENNES | 715 430,58 |
| <i>Communes</i> | <u>173 788,55</u> |
| MAIRIE SON | 2 633,00 |
| MAIRIE TAIZY | 3 754,00 |
| MAIRIE LUCQUY | 10 045,00 |
| MAIRIE BIERMES | 348,78 |
| MAIRIE HAUTEVILLE | 2 528,00 |
| MAIRIE SEVIGNY WALEPPE | 10 965,00 |
| MAIRIE AVANCON | 7 168,00 |
| MAIRIE CHATEAU PORCIEN | 54 306,00 |
| MAIRIE DE ANNELLES | 7 500,00 |
| MAIRIE DE BIGNICOURT | 2 218,65 |
| MAIRIE ALINCOURT | 6 124,12 |
| MAIRIE LA NEUVILLE EN TOURNE A F | 7 500,00 |
| MAIRIE AUSSONCE | 2 500,00 |
| MAIRIE HANNOGNE SAINT REMY | 5 698,00 |
| MAIRIE SERAINCOURT | 9 411,00 |
| MAIRIE SAINT FERGEUX | 6 644,00 |
| MAIRIE BANOEGNE RECOUVRANCE | 5 945,00 |
| MAIRIE CONDE LES HERPY | 5 154,00 |
| MAIRIE HERPY L'ARLESIENNE | 4 403,00 |
| MAIRIE INAUMONT | 1 483,00 |
| MAIRIE ECLY | 5 366,00 |
| MAIRIE SAINT LOUP EN CHAMPAGNE | 7 011,00 |
| MAIRIE SAINT QUENTIN LE PETIT | 5 083,00 |
| | <u>250 679,08</u> |
| ENTENTE OISE AISNE | 86 264,64 |
| SPL DESTINATION SUD ARDENNES | 150 000,00 |
| FEDERATION DEP. D'ENERGIE. DES A | 6 554,44 |
| COMCOM DES CRETES PREARDENNaises | 7 860,00 |

3. Autres dépenses de fonctionnement

a) **Les reversements de fiscalité en direction des communes**

(1) Les attributions de compensation

Les attributions de compensation (AC) sont définies par délibération du conseil communautaire, en fonction du montant des impôts et compensations perçus par les communes l'année précédant la FPU, du rapport établi par la CLECT et des éventuels reversements conventionnels antérieurs.

Elles sont par nature forfaitaires et figées. Elles ont néanmoins un caractère révisable pour chaque nouveau transfert de compétence des communes vers la Communauté ou inversement. Il revient alors à la CLECT d'estimer, dans un rapport, le montant des transferts de charges induit par ce transfert de compétence, selon les modalités fixées dans l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts (régime de droit commun ou dérogatoire emportant des règles de majorité ou d'unanimité d'approbation de ce rapport devant le conseil de communauté).

Le financement des services communs et leur mise en place ayant été assuré par une minoration des AC des communes, la démutualisation liée au retrait de communes de certains services communs a pour effet de majorer les attributions de compensation des communes concernées.

Pour l'année 2023, les AC versées aux communes s'élèvent à 2,5 M€ (soit 18% du produit fiscal perçu en 2023).

(2) La dotation de solidarité communautaire

La Communauté de communes du Pays Rethélois a souhaité, dès 2014, travailler à la mise en place d'un pacte financier et fiscal.

Le Pacte financier et fiscal du Pays rethélois a été approuvé par le conseil de communauté en date du 11 février 2016 confortant la création d'un dispositif de répartition de la richesse économique sous la forme de fonds de concours. Ce dispositif permettait d'assurer un retour de la richesse prélevée sur les activités économiques du territoire vers les entreprises à travers le financement d'investissements.

Par ailleurs, le conseil de communauté du 30 juin 2016, suite aux travaux menés par la CLECT et sur sa proposition en date du 6 juin 2016, a approuvé l'évolution du pacte financier et fiscal en faisant évoluer le fonds de répartition de la richesse vers une dotation de solidarité communautaire.

Cette dotation est répartie afin de réduire les disparités de ressources et de charges selon des critères de péréquation et prioritairement selon les deux critères suivants :

- Écart du revenu par habitant ;
- Faiblesse (ou insuffisance) du potentiel financier par rapport à la moyenne

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette DSC, il a été constaté un impact fort du revenu moyen par habitant sur le calcul de la DSC notamment pour les communes rurales peu peuplées et dans lesquelles la variabilité annuelle de cette indication au regard des activités des ménages peut conduire à l'éligibilité ou à l'inéligibilité de la commune à la DSC.

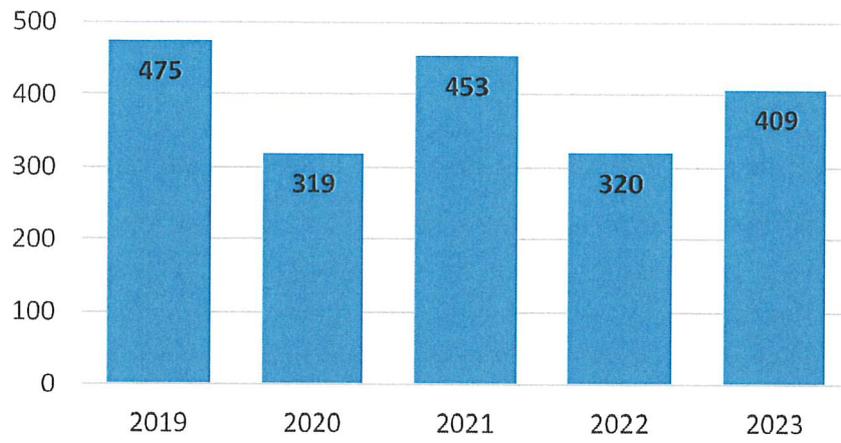
Par ailleurs, la Loi de Finances 2019 est venue bouleverser la répartition des produits fiscaux générés par les IFRER prélevés sur les parcs éoliens. En effet, à partir du 1er janvier 2019, et pour tout nouveau parc éolien qui rentrera en service, les IFRER seront réparties comme suit :

- 30 % au département
- 20 % à la commune d'implantation des mâts
- 50 % à la Communauté de communes

La CLECT, qui a toujours été associée à l'élaboration et à la révision du pacte financier et fiscal, s'est saisie de ce dossier. Ses conclusions et propositions ont été présentées en détail devant le conseil de communauté qui les a approuvées (décision du 17 octobre 2019).

L'enveloppe de la DSC a représenté environ à 0,4 M€ par an en moyenne sur la période 2019-2023, cette dernière représente 3% du produit fiscal total perçu par la Communauté en 2023.

Evolution de l'enveloppe DSC (en K€)



C. Section d'investissement

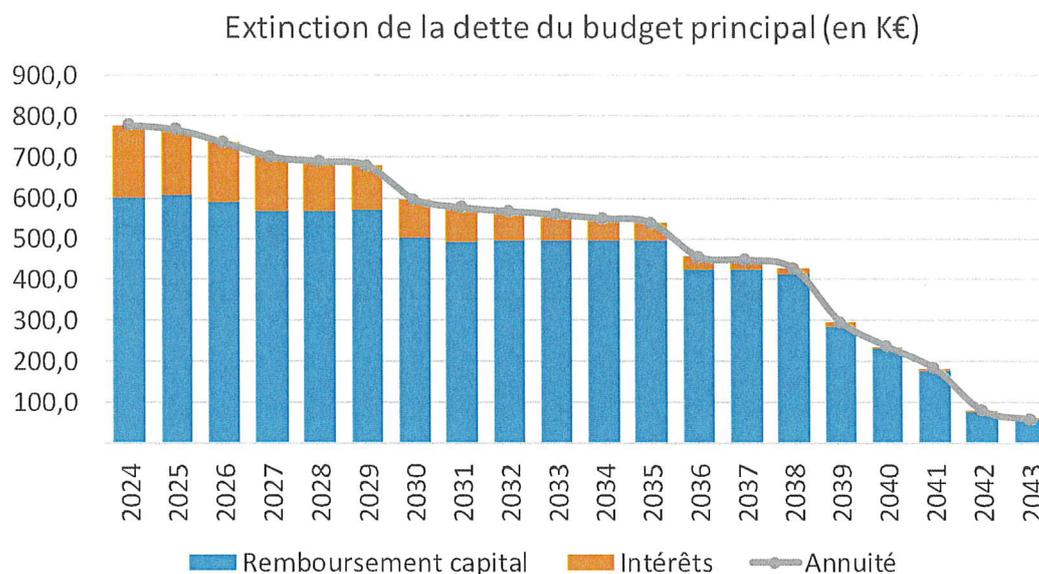
1. Dette

La dette constituée par la Communauté de communes du Pays rethélois est structurellement sécurisée. Aucun emprunt toxique n'est constaté. Tous les emprunts en cours sont classés 1A (classification GISSLER).

Le capital restant dû au 31/12/2023 sur le budget général s'établit à 8,6 M€ (tableau page suivante) en hausse par rapport à l'année précédente suite à la mobilisation de 3 emprunts en 2023 pour un montant total de 2,0 M€.

À titre d'information, le dernier emprunt du budget général sera remboursé en 2043.

| Objet de la dette | Date de réalisation | Date de fin | Montant initial | Durée initiale | Durée résiduelle | Organisme prêteur | Index de Taux | Taux Actuel (nt) | Périodicité de l'Amortissement | Périodicité des Intérêts | Mode de calcul | Capital Restant Du au 31/12/2023 | Code du Budget | Libellé du Budget | Chants Glisler |
|---|---------------------|-------------|----------------------|----------------|------------------|---------------------------------------|---------------|------------------|--------------------------------|--------------------------|--|----------------------------------|----------------|-------------------|----------------|
| Equipement de modernisation du village - Travaux d'infrastructures | 10/11/2006 | 05/11/2026 | 350 000,00 | 20 ans | 3 ans, 10 mois | Credit Agricole | FIXE | 3,99 | Annuelle | Annuelle | Echances Constantes/Amortissements Progressifs | 71 418,86 | PRINCIPAL | BUDGET PRINCIPAL | 1A |
| Travaux de réflexion et de repolissage des voiries intercommunales | 01/08/2013 | 01/08/2023 | 354 000,00 | 10 ans | 7 mois | Caisse d'Epargne | FIXE | 2,74 | Annuelle | Annuelle | Echances Constantes/Amortissements Progressifs | 0,00 | PRINCIPAL | BUDGET PRINCIPAL | 1A |
| Service scolaire - Pôle scolaire de Neufville | 15/10/2009 | 15/12/2029 | 960 000,00 | 20 ans | 6 ans, 11 mois | Caisse d'Epargne | FIXE | 4,45 | Annuelle | Annuelle | Echances Constantes/Amortissements Progressifs | 380 863,72 | PRINCIPAL | BUDGET PRINCIPAL | 1A |
| Financement des travaux d'extension et de réhabilitation de la salle des sports | 01/05/2005 | 15/01/2025 | 300 000,00 | 19 ans | 2 ans | Caisse d'Epargne | FIXE | 4 | Annuelle | Annuelle | Echances Constantes/Amortissements Progressifs | 43 081,33 | PRINCIPAL | BUDGET PRINCIPAL | 1A |
| Financement des investissements 2015 | 30/10/2015 | 30/10/2035 | 1 500 000,00 | 20 ans | 12 ans, 9 mois | Société Générale | FIXE | 2,04 | Trimestrielle | Trimestrielle | Amortissements Constants | 900 000,00 | PRINCIPAL | BUDGET PRINCIPAL | 1A |
| Financement des investissements 2015 | 18/11/2015 | 01/12/2030 | 150 000,00 | 15 ans | 7 ans, 11 mois | La Banque Postale | FIXE | 1,91 | Trimestrielle | Trimestrielle | Amortissements Constants | 70 000,00 | PRINCIPAL | BUDGET PRINCIPAL | 1A |
| Réaménagement musée du pré n° 5069300 | 01/03/2016 | 01/03/2027 | 21 281,83 | 11 ans | 4 ans, 2 mois | Caisse d'Epargne | FIXE | 2,37 | Annuelle | Annuelle | Echances Constantes/Amortissements Progressifs | 8 378,87 | PRINCIPAL | BUDGET PRINCIPAL | 1A |
| Médiathèque musée | 01/08/2018 | 01/08/2043 | 1 900 000,00 | 25 ans | 20 ans, 7 mois | Caisse Française de Financement Local | FIXE | 1,9 | Trimestrielle | Trimestrielle | Amortissements Constants | 1 501 000,00 | PRINCIPAL | BUDGET PRINCIPAL | 1A |
| FIBRE OPTIQUE | 16/12/2019 | 01/01/2040 | 1 500 000,00 | 20 ans | 17 ans | Caisse Française de Financement Local | FIXE | 0,9 | Trimestrielle | Trimestrielle | Amortissements Constants | 1 218 750,00 | PRINCIPAL | BUDGET PRINCIPAL | 1A |
| Investissements Cosac de Junville | 13/07/2021 | 01/08/2041 | 850 000,00 | 20 ans | 18 ans, 7 mois | Caisse Française de Financement Local | FIXE | 0,84 | Trimestrielle | Trimestrielle | Amortissements Constants | 754 375,00 | PRINCIPAL | BUDGET PRINCIPAL | 1A |
| Financer Cosac d'Asfeld | 13/07/2021 | 01/08/2041 | 450 000,00 | 20 ans | 18 ans, 7 mois | Caisse Française de Financement Local | FIXE | 0,84 | Trimestrielle | Trimestrielle | Amortissements Constants | 399 375,00 | PRINCIPAL | BUDGET PRINCIPAL | 1A |
| Financer PME scolaire de Tagnon | 13/07/2021 | 01/08/2041 | 1 400 000,00 | 20 ans | 18 ans, 7 mois | Caisse Française de Financement Local | FIXE | 0,84 | Trimestrielle | Trimestrielle | Amortissements Constants | 1 242 500,00 | PRINCIPAL | BUDGET PRINCIPAL | 1A |
| MOBI PRETVOE VERTE | 01/08/2023 | 01/08/2038 | 350 000,00 | 15 ans | 15 ans, 7 mois | Caisse des Dépôts et Consignation | FIXE | 3,82 | Trimestrielle | Trimestrielle | Echances Constantes/Amortissements Progressifs | 346 609,62 | PRINCIPAL | BUDGET PRINCIPAL | 1A |
| PRET VOE VERTE | 06/07/2023 | 01/08/2038 | 350 000,00 | 15 ans | 15 ans, 7 mois | La Banque Postale | FIXE | 3,97 | Trimestrielle | Trimestrielle | Amortissements Constants | 344 166,67 | PRINCIPAL | BUDGET PRINCIPAL | 1A |
| PRET POLE SCOLAIRE TAGNON | 26/10/2023 | 01/11/2038 | 1 300 000,00 | 15 ans | 15 ans, 10 mois | La Banque Postale | FIXE | 4,34 | Trimestrielle | Trimestrielle | Amortissements Constants | 1 300 000,00 | PRINCIPAL | BUDGET PRINCIPAL | 1A |
| TOTAL | | | 11 735 291,33 | | | | | | | | | 8 579 520,17 | | | |



2. Dépenses d'investissement et mode de financement

Si le volume d'investissement budgété par année fut relativement constant sur la période (8,7 M€), les réalisations constatées dans les comptes administratifs sont en hausse (1,9 M€ en 2019 contre 6,5 M€ en 2023 – 4,3 M€/ an en moyenne), dans le cadre de la mise en œuvre du projet de territoire décidé par les Élus, entraînant de ce fait une hausse non négligeable du besoin de financement sur la période.

| | | K€ | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 prov. |
|--|---------------------------------|----|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| Dép. d'investissement hors emprunt | Dépenses budgétées | | 8 440 | 9 205 | 7 180 | 9 984 | 8 886 |
| | Taux de réalisation | | 23,6 % | 50,4 % | 53,2 % | 43,6 % | 73,1 % |
| | Compte Admin (A) | | 1 992 | 4 640 | 3 817 | 4 355 | 6 496 |
| Recettes d'investissement hors emprunt | Subventions reçues | | 1 468 | 1 111 | 643 | 547 | 1 346 |
| | FCTVA | | 972 | 469 | 526 | 337 | 858 |
| | Produit des cessions | | 357 | 0 | 7 | 0 | 0 |
| | Opérations pour compte de tiers | | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres recettes | | 31 | 1 | 62 | 108 | 100 |
| | Compte Admin (B) | | 2 828 | 1 586 | 1 239 | 992 | 2 304 |
| Besoin de financement des investissements (A-B) | | | -836 | 3 054 | 2 578 | 3 363 | 4 192 |
| en % des dépenses d'investissement | | | -42 % | 66 % | 68 % | 77 % | 65 % |

L'essentiel de ces dépenses ont été financées sur « fonds propres », le recours à l'emprunt finançant 17% des dépenses totales.

En raison de la faiblesse de l'épargne brute en début de période notamment, la Communauté a financé une partie des investissements en ponctionnant son résultat de clôture qui s'établit à 5,6 M€ à fin 2023 (cf. tableau en page suivante).

| Mode de financement des investissements - K€ | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 prov. | Moy. 19/23 | % de l'inv. |
|---|----------|----------|----------|---------|------------|----------------|-------------|
| Dépenses réelles d'investissement hors dette | 1 992,2 | 4 640,4 | 3 817,3 | 4 354,6 | 6 496,4 | 4 260,2 | 100% |
| <i>financées par</i> | | | | | | | |
| 1 Recettes réelles Invest hors emprunt y/c cessions | 2 828,0 | 1 586,1 | 1 239,4 | 992,0 | 2 304,0 | 1 789,9 | 42% |
| 2 Epargne brute hors cessions | 129,7 | 349,5 | -1 193,9 | 2 515,6 | 3 675,4 | 1 095,3 | 26% |
| 3 Variation de l'encours de dette | 1 036,4 | -472,7 | 2 228,5 | -557,4 | 1 480,4 | 743,0 | 17% |
| <i>Remboursement du capital (hors refi.)</i> | 463,6 | 472,7 | 471,5 | 557,4 | 519,6 | | |
| <i>Emprunt mobilisé (hors refi.)</i> | 1 500,0 | 0,0 | 2 700,0 | 0,0 | 2 000,0 | | |
| 4 Consommation des réserves | -2 001,9 | 3 177,6 | 1 543,4 | 1 404,3 | -963,4 | 632,0 | 15% |
| <i>Fonds de roulement au 1/1/N</i> | 8 453,1 | 10 454,7 | 7 360,8 | 5 819,4 | 4 721,4 | | |
| <i>Fonds de roulement au 31/12/N</i> | 10 455,0 | 7 277,1 | 5 817,4 | 4 415,1 | 5 684,9 | | |

V. Programmation des investissements

A. Projets récurrents

Comme chaque année, la Communauté va prévoir une enveloppe au budget destinée à financer les opérations d'entretien du patrimoine immobilier et mobilier.

Cette dernière fera l'objet d'un travail conjoint avec les services concernés.

B. Projets en cours

a) Travaux à finaliser

(1) Aménagement et animation de la Voie verte

Dans sa stratégie de développement, le Pays rethélois met la valorisation de son patrimoine "Nature" au cœur de ses projets.

Dans le cadre de sa politique de développement touristique le Conseil départemental, aménage en tant que maître d'ouvrage les voies vertes structurantes (Trans Ardennes et Sud Ardennes) inscrites au schéma national des vélo routes.

La voie verte Trans Ardennes, intégrée à l'itinéraire Européen « la Meuse à Vélo » (Eurovélo 19), traverse le nord du département de Givet à Mouzon sur près de 132 km.

La Communauté d'Agglomération Ardenne Métropole, les Communautés de Communes des Crêtes Préardennaises, des Portes du Luxembourg, de l'Argonne Ardennaise et du Pays Rethélois et le Conseil départemental mènent en partenariat le projet d'aménagement de la voie verte Sud-Ardennes reliant Dom le Mesnil, Vouziers et Brienne sur Aisne.

Le Pays rethélois a la plus grande traversée soit 48 km.

| | Autorisation de programme | Crédits de Paiement | | | | |
|--|---------------------------|---------------------|----------|----------|------------|------------|
| | | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Ouverture AP/CP décision N°238 du 19/12/2019 | 1 439 | 233 | 400 | 400 | 406 | 0 |
| Révision /2020 du /2020 | 1 439 | 16 | 400 | 400 | 406 | 217 |
| Révision 16/12/2021 | 1 439 | 16 | 0 | 400 | 406 | 617 |
| Révision 10/03/2022 DELIB 27/2022 | 1 402 | 16 | 0 | 400 | 406 | 580 |
| Révision 30/03/2023 delib 36/2023 | 1 402 | 16 | 0 | 0 | 900 | 486 |
| BP2023 | 1 402 | 16 | 0 | 0 | 800 | 586 |

axe 1 : aménagement et animation de la voie verte

Concernant le financement, les opérations d'entretien courant ainsi qu'un poste de chargé de coordination (50 000 €/an) seront partagés entre le CD08 et les EPCI

(60% à la charge des EPCI concernés, avec répartition au prorata du linéaire traversant leur territoire soit environ 18 K€ pour la CCPR).

(2) Réfection et réhabilitation du Coséc de Asfeld

Au-delà de la réfection des peintures et de la toiture du bâtiment, les travaux réalisés ont poursuivi un objectif de réduction des charges d'exploitation de l'équipement notamment en modifiant l'éclairage (passage à la LED) tout en agrandissant la surface de pratique via une extension (une salle d'évolution et un dojo).

| En K€ | Crédits de Paiement | | | | | | |
|-------------------------------------|---------------------|------|-------|------|-------|-------|------|
| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Décision 81/2017 du 06 avril 2017 | 1 000 | 160 | | | | | 0 |
| Révision 38/2018 du 22 février 2018 | 800 | 448 | | | | | 0 |
| Révision 98/2018 du 12 avril 2018 | 200 | 888 | 160 | | | | 0 |
| Révision 229/2019 du 19/12/2019 | 47 | 128 | 1 074 | 730 | | | |
| Révision /2020 du /2020 | 47 | 8 | 46 | 730 | 1 027 | 121 | |
| Révision 16/12/2021 | 47 | 8 | 46 | 51 | 750 | 1 077 | |
| Révision 10/03/2022 delib 18/2022 | 47 | 8 | 46 | 19 | 900 | 1 413 | |
| Deliberation 27/2023 du 30/03/2023 | 47 | 8 | 46 | 19 | 896 | 1 000 | 418 |
| Délibération 149/2023 DU 9/10/2023 | 47 | 8 | 46 | 19 | 896 | 1 418 | 0 |
| Révision conseil du 21/12/2023 | 47 | 8 | 46 | 19 | 896 | 1 418 | 146 |

(3) Construction d'un pôle scolaire à Tagnon

Le bâtiment ayant été livré en 2023, le budget 2024 supportera les dernières factures relatives à l'opération.

| En K€ | Autorisation de programme | Crédits de Paiement | | | | | | | |
|---|---------------------------|---------------------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Ouverture AP/CP décision 197/2017 du 16 novembre 2017 | 58 | 58 | 0 | 0 | 0 | | | | |
| Révision 254/2017 du 21 décembre 2017 | 58 | 18 | 40 | | 0 | | | | |
| Révision 40/2018 du 22 février 2018 | 58 | 2 | 56 | | | | | | |
| Révision 257/2018 du 20 décembre 2018 | 58 | 2 | 41 | 15 | 0 | | | | |
| Révision 25/2019 du 27/02/2019 | 58 | 2 | 25 | 31 | | | | | |
| Révision 231/2019 du 19/12/2019 | 4 800 | 2 | 25 | 31 | 492 | 3 300 | 950 | | |
| Révision /2020 du /2020 | 4 800 | 2 | 25 | 12 | 492 | 2 300 | 1 450 | 519 | |
| Révision 29/05 /2020 | 4 800 | 2 | 25 | 12 | 267 | 2 300 | 1 450 | 744 | |
| Révision 16/12/2021 | 4 800 | 2 | 25 | 12 | 267 | 180 | 2 000 | 2 314 | |
| Révision 10/03/2022 -DELIB 20/2022 | 6 192 | 2 | 25 | 12 | 267 | 86 | 1 500 | 2 500 | 1 800 |
| Révision 30/03/2023 -DELIB 29/2023 | 6 192 | 2 | 25 | 12 | 267 | 86 | 1 351 | 3 000 | 1 449 |
| Délibération 155/2023 du 9/10/ 2023 | 6 192 | 2 | 25 | 12 | 267 | 86 | 1 351 | 4 449 | 0 |
| Révision conseil communautaire 21/12/23 | 6 192 | 2 | 25 | 12 | 267 | 86 | 1 351 | 3 760 | 689 |

axe 1 - construction d'un pole scolaire à tagnon

(4) Bibliothèque de Hannogne-Saint-Rémy

Ce projet se situe à proximité immédiate du pôle scolaire et participe ainsi au maillage des équipements culturels et de services à la population sur l'ensemble du territoire.

Les travaux en cours permettent de moderniser la bibliothèque en la faisant évoluer en médiathèque.

Les travaux concernant également la mairie de Hannogne-Saint-Rémy, une convention a été mise place avec la commune afin de lui refacturer une partie des travaux la concernant.

Ce projet n'a pu faire l'objet d'une opération gérée en AP/CP contrairement aux habitudes de la Communauté sur ce type d'investissement.

b) Travaux engagés à lancer en 2024

- (1) Construction du pôle scolaire de Coucy-Lucquy
(opération 2299)

Cette opération concerne un projet de construction d'un nouveau pôle scolaire sur la commune de Lucquy à proximité directe e la gare SNCF et de la MFR. Le site aura un rayonnement sur les communes de Auboncourt-Vauzelles, Faux et Coucy.

Si le projet est engagé, ce dernier fait face à certains contretemps liés à l'implantation du site (zone humide induisant une compensation loi sur l'Eau) et au modalité de portage de l'opération qui associe différentes communes d'EPCI différents.

| En K€ | Autorisation de programme | Crédits de Paiement | | | | | | | |
|---|---------------------------|---------------------|-----------|----------|-----------|-----------|-----------|------------|--------------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Ouverture AP/CP décision 196/2017 du 16 novembre 2017 | 60 | 60 | 0 | 0 | 0 | | | | |
| Révision 255/2017 du 21 décembre 2017 | 60 | 30 | 30 | | 0 | | | | |
| Révision du 41/2018 22 février 2018 | 60 | 0 | 60 | | 0 | | | | |
| Révision 258/2018 du 20 décembre 2018 | 60 | | 35 | 25 | 0 | | | | |
| Révision 26/2019 du 27/02/2019 | 60 | | 11 | 49 | | | | | |
| Révision 232/2019 du 19/12/2019 | 2 500 | | 11 | 49 | 400 | 1 380 | 660 | | |
| Révision /2020 du /2020 | 2 500 | | 11 | 9 | 400 | 1 000 | 660 | 420 | |
| Révision 29/05/2020 | 2 500 | | 11 | 9 | 45 | 1 000 | 1 000 | 435 | |
| Révision 16/12/2021 | 2 500 | | 11 | 9 | 45 | 80 | 1 000 | 1 355 | |
| Révision 10/03/2022 delib 21/2022 | 2 831 | | 11 | 9 | 45 | 50 | 750 | 1 250 | 716 |
| ACTION 45 PTRTE - REVISION 2023 | 2 831 | | 11 | 9 | 45 | 50 | 63 | 500 | 2 153 |

axe 1 - construction d'un pole scolaire dans le cadre de l'entente communale lucquy / auboncourt / vauzelle et faux

- (2) Réhabilitation et extension du Palais des Sports et des terrains de tennis extérieurs

Les travaux relatifs à ce projet ont débuté avec une fin de chantier prévue courant 2025.

Pas d'évolution de l'autorisation de programme prévu pour le moment.

| En K€ | Autorisation de programme | Crédits de Paiement | | | | | | |
|--|---------------------------|---------------------|----------|----------|-----------|------------|--------------|--------------|
| | | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| Ouverture AP/CP décision 135/ 2019 du 17/10/2019 | 330 | 62 | 268 | | | | | |
| Révision /2020 du /2020 | 1 900 | 0 | 7 | 323 | 1 000 | 570 | | |
| Révision 29/05/2021 | 3 215 | 0 | 7 | 323 | 2 000 | 885 | | |
| Révision 16/12/2021 | 3 215 | 0 | 7 | 30 | 600 | 1 678 | 900 | |
| Révision 10/03/2022 DELIB 25/2022 | 3 215 | | 7 | 6 | 600 | 1 715 | 887 | |
| action 38 | 3 215 | | 7 | 6 | 84 | 300 | 1 715 | 1 104 |

axe 1 : réhabilitation du palais des sports et des terrains de tennis couvert

(3) Réhabilitation du pôle scolaire de Juniville

Situé dans un secteur attractif avec une augmentation du nombre d'enfants, le site composé de 5 bâtiments constate de grosses pertes de consommation sur deux bâtiments datant de 1977 (maternelle et primaire). Le projet prévoit donc la rénovation thermique et énergétique des bâtiments ainsi que la modernisation des équipements.

| En K€ | Autorisation de programme | Crédits de Paiement | | | | | |
|-------------------------------------|---------------------------|---------------------|-----------|-----------|------------|------------|------------|
| | | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
| Ouverture AP/CP décision 2020 | 100 | | 100 | | | | 0 |
| révision AP/CP 16/12/2021 | 100 | | 50 | 50 | | | 0 |
| révision AP/CP délibération 31/2022 | 1 231 | | 31 | 150 | 500 | 550 | |
| action 44 | 1 231 | | 31 | 10 | 142 | 550 | 498 |

axe 1 : réhabilitation du pôle scolaire de Juniville

C. Projet en phase d'études

(1) Requalification de la friche AERTEC

Le projet prévoit la réhabilitation des anciens bâtiments en espace tertiaire afin d'accueillir les équipes communautaires tout en restant adapté au monde économique. Ce site, à proximité du centre-ville de Rethel, présente un intérêt majeur au regard de sa localisation en face de la gare TGV, véritable porte d'entrée du territoire.

Bien que la situation actuelle conduit la Communauté à louer différents locaux ce qui engendre des surcoûts, l'évolution du coût du projet ces dernières années a conduit les élus à le reporter jusqu'à présent.

(2) Rénovation de la piste d'athlétisme

Le projet consiste à rénover et mettre aux normes la piste d'athlétisme afin d'améliorer son confort d'utilisation et son attractivité pour les loisirs sportifs, les entraînements, les compétitions. Il s'agit aussi de diversifier les usages sur et autour de la piste. Le traitement des abords permettra de poursuivre le projet « campus sportif » par une meilleure connexion des équipements sportifs dans la trame urbaine.

(3) Réhabilitation des locaux du club de tir à Château-Porcien

La réhabilitation des locaux du club de tir va concourir à l'amélioration des pratiques sportives à l'échelle du territoire.

Ce projet intégrant la rénovation thermique du bâtiment et d'amélioration de l'éclairage permettra également de réduire les charges énergétiques.

Au regard de la typologie des travaux prévus et de annonces faites dans le cadre de la loi de finances initiale pour 2024 (fléchage de la DETR et de la DSIL principalement sur la transition écologique et hausse de l'enveloppe fonds vert), la Communauté va se rapprocher des services de l'État pour évaluer le taux de cofinancement possible.

(4) Réhabilitation du pôle scolaire de Asfeld

Le projet prévoit la réhabilitation des bâtiments existant sur le site actuel afin d'améliorer les conditions d'accueil des élèves tout en le mettant en règle vis-à-vis des réglementations sécurité incendie dans les Établissements Recevant du Public (ERP) et accessible aux personnes en situation de handicap.

Il intègre également des travaux permettant d'améliorer les coûts de fonctionnement (amélioration des performances énergétiques).

(5) Aménagement tiers-lieux à Château-Porcien

Une médiathèque et un tiers-lieu seront combinés à des espaces dédiés à d'autres services accueillant du public et des acteurs locaux, permettant ainsi de créer un pôle de dynamisme de proximité, tourné vers l'information et l'accompagnement des usagers et actifs du territoire

VI. Analyse financière 2019-2023

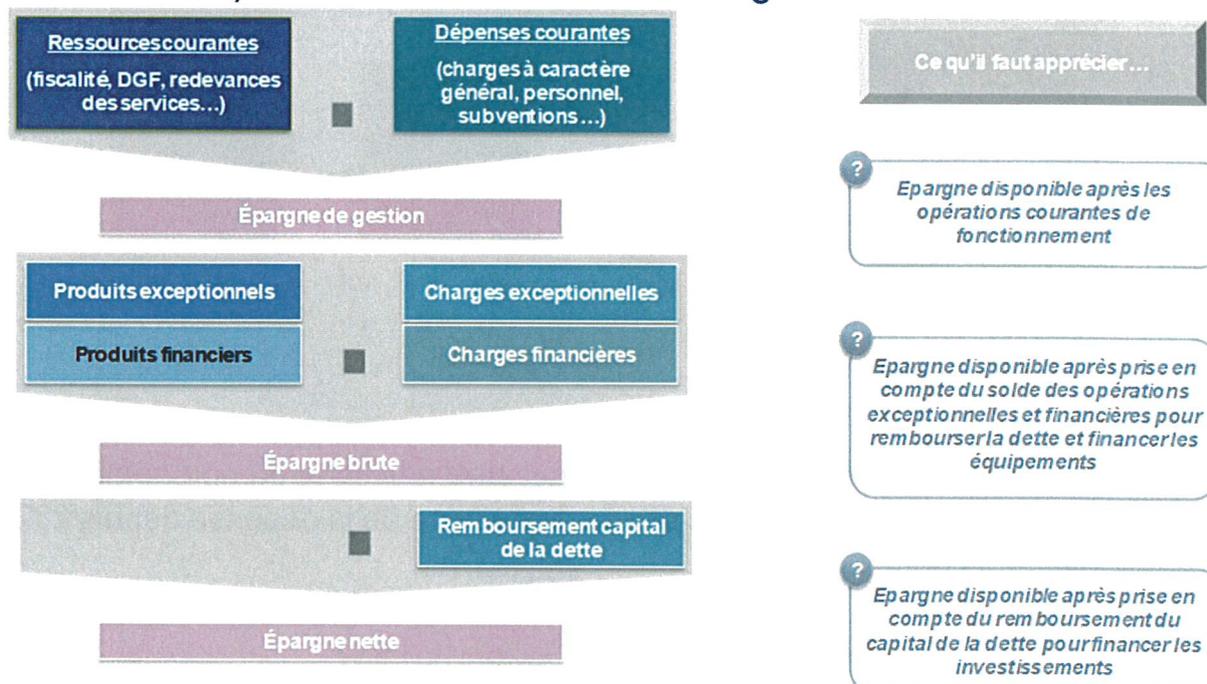
A. Les principaux ratios analysés

Pour mémoire, le calcul des principaux ratios financiers s'effectue comme suit :

- Épargne de gestion : Excédent des produits réels de fonctionnement sur les charges réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette. Ce montant permet de couvrir tout ou partie des dépenses réelles d'investissement (en priorité, le remboursement des emprunts et, pour le surplus, les dépenses d'équipement).
- La CAF brute (ou épargne brute) représente l'excédent annuel de fonctionnement, nécessaire pour faire face aux dépenses financières (annuité de dette) et autofinancer des dépenses d'équipement. Autres appellations : épargne de gestion, épargne brute (avant/après paiement des intérêts).
- La CAF nette (ou épargne nette) représente l'excédent annuel disponible pour les opérations d'équipement, une fois les intérêts et le capital des emprunts remboursés. Elle doit être au moins égale ou supérieure à zéro. On l'exprime généralement en % des recettes réelles de fonctionnement. Autres termes utilisés : épargne nette.
- La capacité de désendettement mesure le rapport entre l'épargne brute et la dette, la première finançant la seconde, autrement dit, combien d'année d'autofinancement sont nécessaires pour rembourser l'intégralité du stock de dette. Ce ratio comparant un flux à un stock, il doit être analysé sur plusieurs années afin d'en dégager une tendance.
- Le taux d'endettement mesure la charge de la dette de la collectivité relativement à sa richesse (recettes réelles de fonctionnement).

B. Les ratios de la Communauté sur la période

a) Les soldes intermédiaires de gestion ou SIG

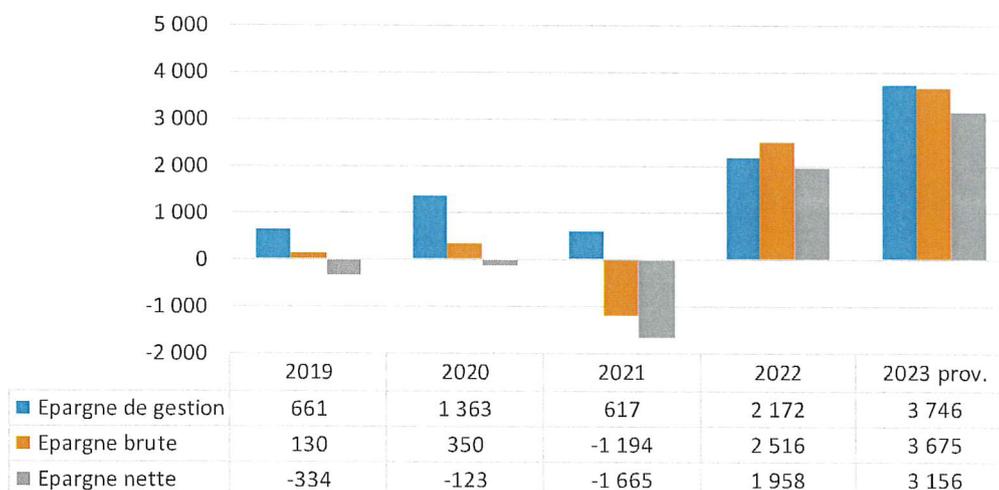


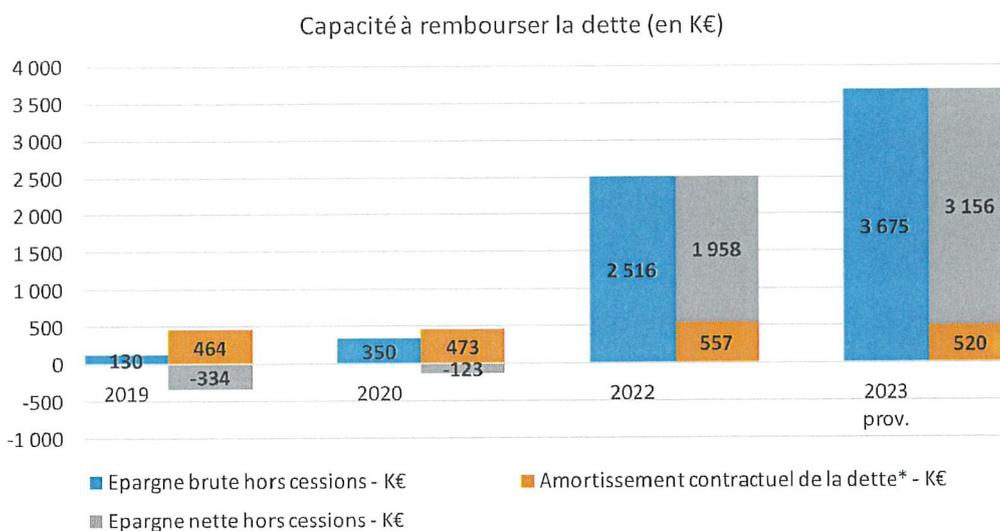
Sur la période 2019-2023, la Communauté est parvenue à rétablir son autofinancement sur sa section de fonctionnement.

Depuis l'année dernière, l'ensemble des SIG sont dans des valeurs positives ce qui n'était pas systématique sur le début de période notamment en 2021.

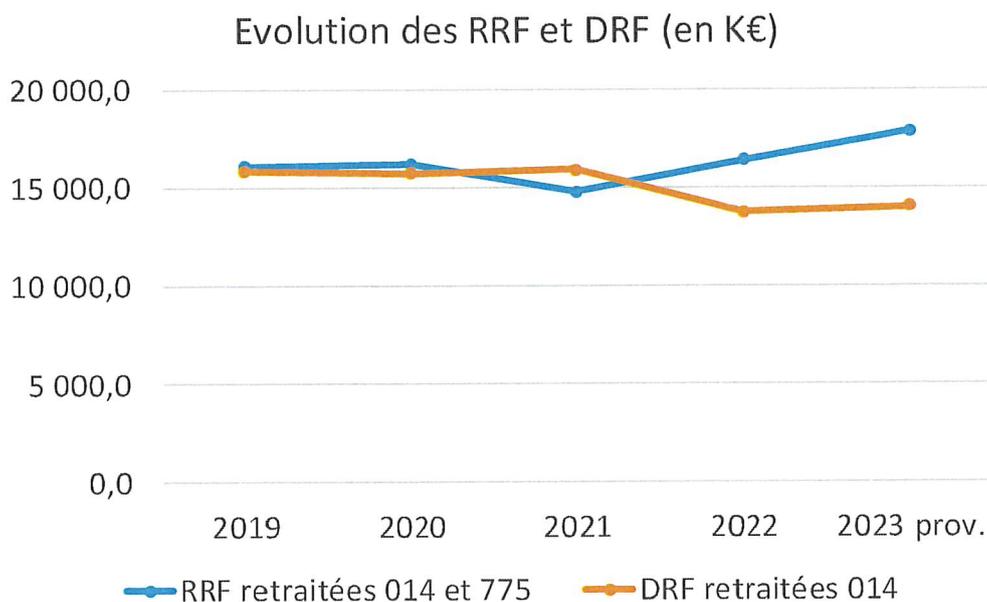
Le maintien d'un autofinancement net positif est nécessaire pour ne pas limiter la capacité d'investissement de la Communauté dans les années à venir et couvrir le remboursement de la dette ce qui ne fut pas le cas en début de période.

Evolution des SIG (en K€)



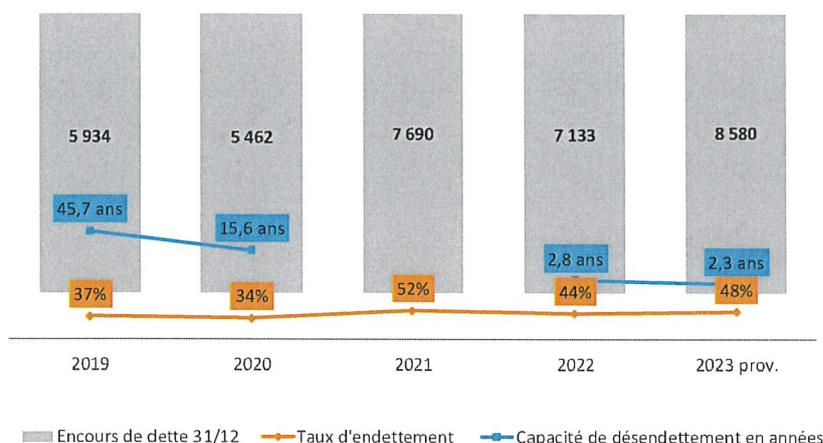


Si la hausse des taux votés en 2023 a permis une amélioration non négligeable des recettes de fonctionnement, les efforts de maîtrise de la dépense depuis 2022 y ont également contribué.



b) Les ratios d'endettement

Evolution de l'endettement (en K€)



Sur la période analysée, le stock de dette a progressé de 2,7 M€ passant de 5,9 M€ en 2019 à 8,6 M€ en 2023.

La faiblesse de l'épargne brute en début de période (cf. supra) explique que le ratio de capacité de désendettement soit au-delà du seuil préconisé pour les collectivités du bloc communal (12 ans).

En dépit de la hausse du stock de dette, le rétablissement de l'épargne brute a permis d'améliorer le ratio de capacité de désendettement.

Suite au débat d'orientations budgétaires et en fonction du choix des élus sur les investissements à programmer, des simulations prospectives seront préparées pour évaluer les incidences sur les équilibres financiers de la Communauté.

Les résultats de ces prospectives feront l'objet d'une présentation lors du séminaire financier prévu le 16 mars 2023.

VII. Balance du budget général et des budgets annexes

Les données des CA 2023 des budgets annexes de la Communauté sont provisoires en l'attente du rapprochement des données avec celles issues des comptes de gestion.

A. Budget général

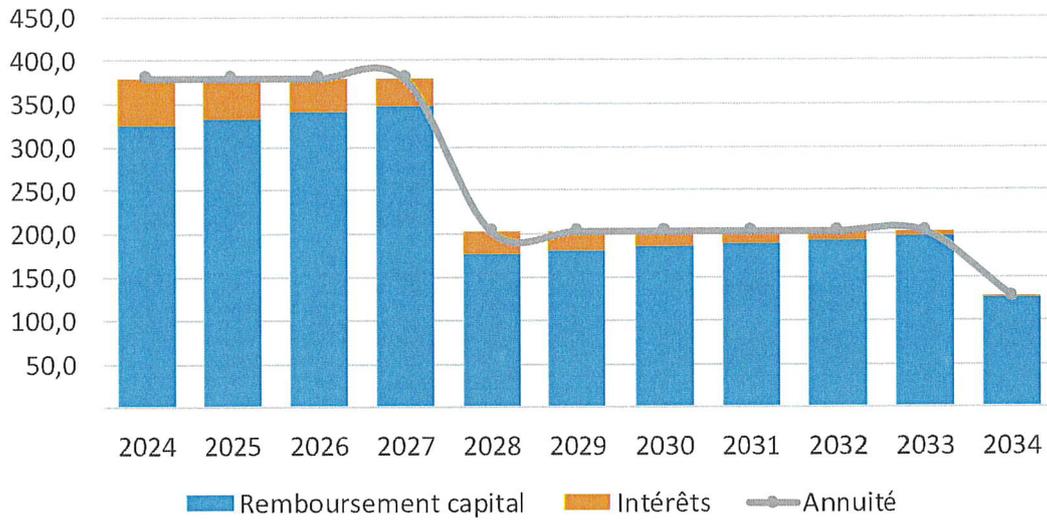
| | |
|---|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF | II |
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

EXECUTION DU BUDGET

| | | DEPENSES | | RECETTES | |
|--|--|--------------|---------------------------|--------------|---------------------------|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section de fonctionnement | a | 18 495 068.61 | g | 20 565 106.76 |
| | Section d'investissement | b | 7 087 431.48 | h | 6 663 988.96 |
| | | + | | + | |
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section de fonctionnement (002) | c | | i | 4 512 751.16 |
| | Report en section d'investissement (001) | d | 753 315.71 | j | |
| | | = | | = | |
| TOTAL (réalisations + reports) | | | 26 335 815.80 =a+b+c+d | | 31 741 846.88 =g+h+i+j |
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 | Section de fonctionnement | e | | k | |
| | Section d'investissement | f | 430 746.59 | l | 115 677.31 |
| | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | =e+f | 430 746.59 | =k+l | 115 677.31 |
| RESULTAT CUMULE | Section de fonctionnement | =a+c+e | 18 495 068.61 | =g+i+k | 25 077 857.92 |
| | Section d'investissement | =b+d+f | 8 271 493.78 | =h+j+l | 6 779 666.27 |
| | TOTAL CUMULE | =a+b+c+d+e+f | 26 766 562.39 | =g+h+i+j+k+l | 31 857 524.19 |

b) Endettement du budget

Extinction de la dette du budget centre aquatique (en K€)



Ce budget présente un encours de dette de 2,3 M€ à fin 2023.

À compter de 2028, en l'absence de nouveaux emprunts, l'annuité diminuera de près de 0,2 M€.

C. Budget « eau »

a) Exécution du budget

| | |
|--|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF | II |
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

EXECUTION DU BUDGET

| | | DEPENSES | | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION | |
|--|--------------------------|----------|--------------|----------|-------------------|-------------|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section d'exploitation | a | 2 253 341.11 | g | 2 795 773.79 | 542 432.68 |
| | Section d'investissement | b | 1 742 922.62 | h | 999 325.01 | -743 597.61 |

+ +

| | | | | | |
|---------------------------------|---|---|--------------|---|-------------------------------|
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section d'exploitation (002) | c | (si déficit) | i | 1 025 677.31 (si excédent) |
| | Report en section d'investissement (001) | d | (si déficit) | j | 611 468.16 (si excédent) |

= =

| | DEPENSES | | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION | |
|-----------------------------------|----------|--------------|----------|-------------------|--------------|
| TOTAL (réalisations + reports) | =a+b+c+d | 3 996 263.73 | =g+h+i+j | 5 432 244.27 | 1 435 980.54 |

| | | | | | |
|---|--|------|------------|------|--|
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 | Section d'exploitation | e | | k | |
| | Section d'investissement | f | 226 958.08 | l | |
| | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | =e+f | 226 958.08 | =k+l | |

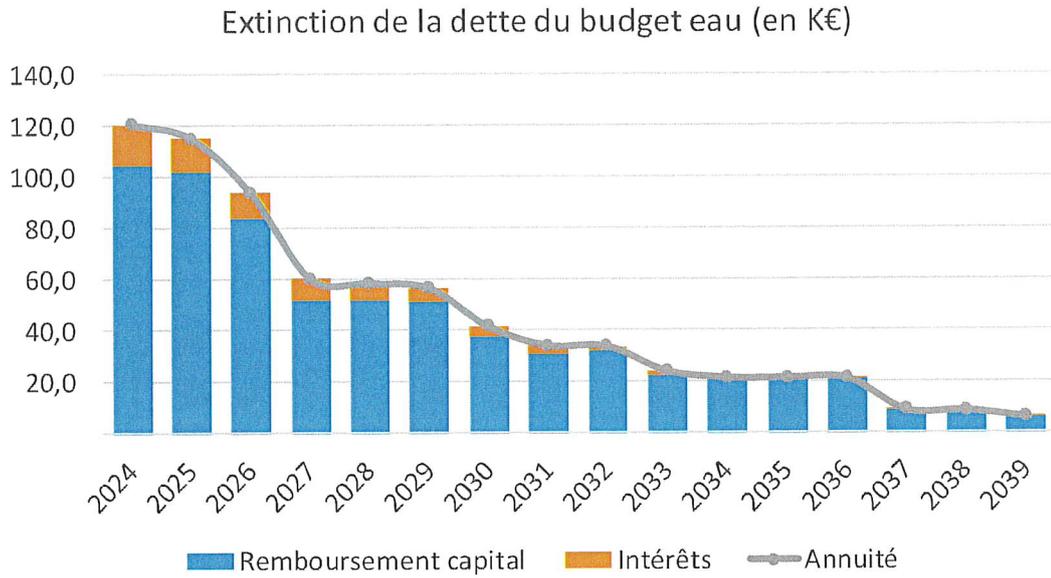
| | DEPENSES | | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION | | |
|--------------------|--------------------------|--------------|--------------|-------------------|--------------|--------------|
| RESULTAT CUMULE | Section d'exploitation | =a+c+e | 2 253 341.11 | =g+i+k | 3 821 451.10 | 1 568 109.99 |
| | Section d'investissement | =b+d+f | 1 969 880.70 | =h+j+l | 1 610 793.17 | -359 087.53 |
| | TOTAL CUMULE | =a+b+c+d+e+f | 4 223 221.81 | =g+h+i+j+k+l | 5 432 244.27 | 1 209 022.46 |

Cette compétence est gérée en régie, par la Communauté, sur une partie du territoire.

Le budget de l'eau présente un résultat de l'exercice déficitaire de 0,2 M€.

Cependant les reports des exercices passés lui permettent de disposer d'un résultat clôture excédentaire de 1,4 M€ soit un résultat net, après déduction des RAR, de 1,2 M€.

b) Endettement du budget



Le stock de dette sur ce budget s'établit à 0,7 M€ au 31/12/2023.

À horizon 2027, l'annuité remboursé sera divisée par deux du fait de la fin d'un certain nombre de prêts.

D. Budget « SPANC »

a) Exécution du budget

| | |
|--|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF | II |
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

EXECUTION DU BUDGET

| | | DEPENSES | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION |
|--|--------------------------|--------------|-------------|-------------------|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section d'exploitation | a 123 112.49 | g 69 572.50 | -53 539.99 |
| | Section d'investissement | b 22 240.00 | h | -22 240.00 |

+ +

| | | | |
|---------------------------|--|-----------------------------|------------------------------|
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section d'exploitation (002) | c 19 410.17 (si déficit) | i (si excédent) |
| | Report en section d'investissement (001) | d (si déficit) | j 23 182.82 (si excédent) |

= =

| | | DEPENSES | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION |
|--------------------------------|--|---------------------|--------------------|-------------------|
| TOTAL (réalisations + reports) | | =a+b+c+d 164 762.66 | =g+h+i+j 92 755.32 | -72 007.34 |

| | | | |
|-------------------------------------|---|------|------|
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 | Section d'exploitation | e | k |
| | Section d'investissement | f | l |
| | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | =e+f | =k+l |

| | | DEPENSES | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION |
|-----------------|--------------------------|-------------------------|------------------------|-------------------|
| RESULTAT CUMULE | Section d'exploitation | =a+c+e 142 522.66 | =g+i+k 69 572.50 | -72 950.16 |
| | Section d'investissement | =b+d+f 22 240.00 | =h+j+l 23 182.82 | 942.82 |
| | TOTAL CUMULE | =a+b+c+d+e+f 164 762.66 | =g+h+i+j+k+l 92 755.32 | -72 007.34 |

Le budget « SPANC » présente un solde d'exécution cumulé déficitaire de 72 K€ à fin 2023. Cette situation s'explique par le résultat déficitaire de 2023 qui s'établit à 75 K€

b) Endettement du budget

Ce budget ne supporte aucun emprunt.

E. Budget « ordures ménagères »

a) Exécution du budget

| | |
|--|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF | II |
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

EXECUTION DU BUDGET

| | | DEPENSES | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION |
|--|--------------------------|----------------|----------------|-------------------|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section d'exploitation | a 3 639 163.69 | g 4 038 889.66 | 399 725.97 |
| | Section d'investissement | b | h | |

+ +

| | | | |
|---------------------------|--|-----------------------------|-----------------------------|
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section d'exploitation (002) | c 25 682.70 (si déficit) | i (si excédent) |
| | Report en section d'investissement (001) | d (si déficit) | j 3 590.00 (si excédent) |

= =

| | | DEPENSES | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION |
|--------------------------------|--|-----------------------|-----------------------|-------------------|
| TOTAL (réalisations + reports) | | =a+b+c+d 3 664 846.39 | =g+h+i+j 4 042 479.66 | 377 633.27 |

| | | | |
|-------------------------------------|---|------|------|
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 | Section d'exploitation | e | k |
| | Section d'investissement | f | l |
| | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | =e+f | =k+l |

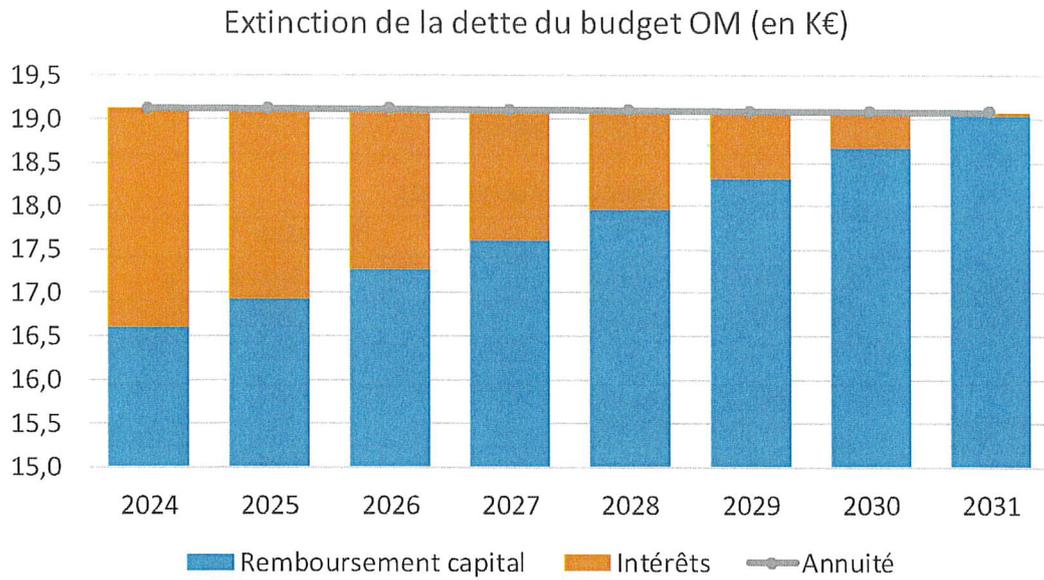
| | | DEPENSES | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION |
|-----------------|--------------------------|---------------------------|---------------------------|-------------------|
| RESULTAT CUMULE | Section d'exploitation | =a+c+e 3 664 846.39 | =g+i+k 4 038 889.66 | 374 043.27 |
| | Section d'investissement | =b+d+f | =h+j+l 3 590.00 | 3 590.00 |
| | TOTAL CUMULE | =a+b+c+d+e+f 3 664 846.39 | =g+h+i+j+k+l 4 042 479.66 | 377 633.27 |

La Communauté ayant opté pour un financement du service par la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM), les règles de la comptabilité publique lui impose de disposer d'un budget annexe (nomenclature M4 imposant un équilibre du budget par les redevances appelées auprès des usagers).

Le service de collecte et de traitement des déchets est assuré par le SICOMAR sur le territoire de la Communauté.

Le résultat cumulé de ce budget est excédentaire de 0,4M€.

b) Endettement du budget



Le stock de dette au 31 décembre 2023 s'élève à 126 K€ pour une annuité constante de 19 K€ par an sur la période 2024-2031.

F. Budget « MARPA »

a) Exécution du budget

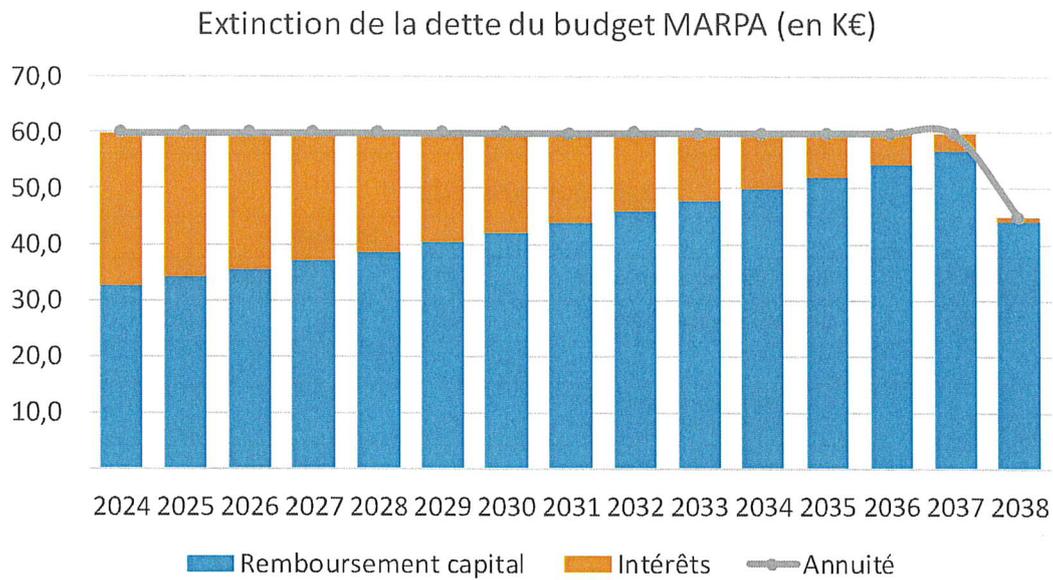
| | |
|--|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF | II |
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

EXECUTION DU BUDGET

| | | DEPENSES | RECETTES |
|--|--|-------------------------|-------------------------|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section de fonctionnement | a 67 326.29 | g 89 933.22 |
| | Section d'investissement | b 36 519.44 | h 77 750.57 |
| | | + | + |
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section de fonctionnement (002) | c | i 17 321.67 |
| | Report en section d'investissement (001) | d 74 600.57 | j |
| | | = | = |
| TOTAL (réalisations + reports) | | =a+b+c+d 178 446.30 | =g+h+i+j 185 005.46 |
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 | Section de fonctionnement | e | k |
| | Section d'investissement | f | l |
| | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | =e+f | =k+l |
| RESULTAT CUMULE | Section de fonctionnement | =a+c+e 67 326.29 | =g+i+k 107 254.89 |
| | Section d'investissement | =b+d+f 111 120.01 | =h+j+l 77 750.57 |
| | TOTAL CUMULE | =a+b+c+d+e+f 178 446.30 | =g+h+i+j+k+l 185 005.46 |

Ce budget dégage un résultat excédentaire de 7 K€ en grande partie grevé par les reports en section d'investissement (-75 K€).

b) Endettement du budget



L'encours de dette au 31/12/2023 de ce budget est de 0,6 M€.

L'annuité constante s'élève à 60 K€ par an.

G. Budget « ZA de l'Est »

a) Exécution du budget

| | |
|--|----|
| II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF | II |
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

EXECUTION DU BUDGET

| | | DEPENSES | RECETTES |
|--|---|---------------------------|-------------------------|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section de fonctionnement | a 11 646.00 | g 891.35 |
| | Section d'investissement | b | h |
| | | + | + |
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section de fonctionnement (002) | c | i 656 875.75 |
| | Report en section d'investissement (001) | d 1 889 378.24 | j |
| | | = | = |
| TOTAL (réalisations + reports) | | =a+b+c+d 1 901 024.24 | =g+h+i+j 657 767.10 |
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 | Section de fonctionnement | e | k |
| | Section d'investissement | f | l |
| | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | =e+f | =k+l |
| RESULTAT CUMULE | Section de fonctionnement | =a+c+e 11 646.00 | =g+i+k 657 767.10 |
| | Section d'investissement | =b+d+f 1 889 378.24 | =h+j+l |
| | TOTAL CUMULE | =a+b+c+d+e+f 1 901 024.24 | =g+h+i+j+k+l 657 767.10 |

Le budget ZA de l'Est présente un résultat cumulé déficitaire de 1,2 M€ au 31/12/2023.

Les budgets ZAE restent ouvert jusqu'à la commercialisation complète de la zone et peuvent présenter durant de nombreuses années un résultat déficitaire. Lors de la clôture de ce dernier, le résultat (excédentaire ou déficitaire) sera réintégré au budget général.

b) Endettement du budget

Ce budget ne supporte aucun emprunt.

H. Budget « à vendre – à louer »

a) Exécution du budget

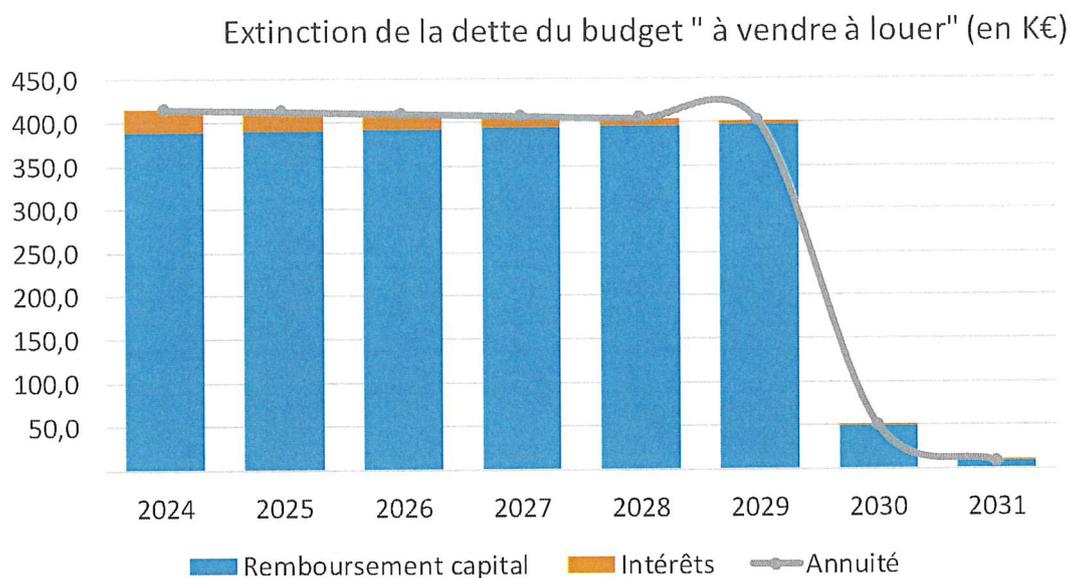
| | |
|---|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF | II |
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

EXECUTION DU BUDGET

| | | DEPENSES | | RECETTES | |
|--|--|--------------|--------------|--------------|------------|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section de fonctionnement | a | 397 788.87 | g | 146 242.08 |
| | Section d'investissement | b | 392 490.18 | h | 307 850.10 |
| | | + | | + | |
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section de fonctionnement (002) | c | 584 862.75 | i | |
| | Report en section d'investissement (001) | d | 1 810 443.67 | j | |
| | | = | | = | |
| TOTAL (réalisations + reports) | | =a+b+c+d | 3 185 585.47 | =g+h+i+j | 454 092.18 |
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 | Section de fonctionnement | e | | k | |
| | Section d'investissement | f | | l | |
| | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | =e+f | | =k+l | |
| RESULTAT CUMULE | Section de fonctionnement | =a+c+e | 982 651.62 | =g+i+k | 146 242.08 |
| | Section d'investissement | =b+d+f | 2 202 933.85 | =h+j+l | 307 850.10 |
| | TOTAL CUMULE | =a+b+c+d+e+f | 3 185 585.47 | =g+h+i+j+k+l | 454 092.18 |

Ce budget présente un résultat cumulé déficitaire de 2,7 M€ à fin 2023 provenant principalement des reports déficitaires des années antérieures (2,4 M€ dont 1,8 M€ en section d'investissement).

b) Endettement du budget



Ce budget supporte un endettement de 2,0 M€ à fin 2023 mais l'essentiel des emprunts vont s'éteindre courant 2029.